

LICENCE D'ÉCONOMIE GESTION

RÈGLEMENT SPÉCIFIQUE DES ÉTUDES

Année universitaire 2023-2024

Vu l'avis du conseil de faculté du 23/05/2023

Vu la délibération de la commission de la formation et de la vie universitaire du ... / ... / ...

| | |
|-------------------------------------|--|
| CHAMP : | <input type="checkbox"/> Sciences Technologie et Santé en Environnement Tropical <input checked="" type="checkbox"/> Culture, Territoire et Sociétés plurielles dans l'océan Indien |
| DIPLOME : | Licence |
| NIVEAU(X) : | <input checked="" type="checkbox"/> 1 ^{ère} année <input checked="" type="checkbox"/> 2 ^{ème} année <input checked="" type="checkbox"/> 3 ^{ème} année |
| MENTION : | Économie-Gestion (EG) |
| PARCOURS-TYPE : | - L1 EG parcours individualisé 1 - L1 et L2 EG parcours Accès Santé (LAS) - L1 EG parcours individualisé 2 - L1 EG parcours individualisé 3 - L2 et L3 EG |
| ORIENTATION(S) : | <input checked="" type="checkbox"/> Disciplinaire ; <input type="checkbox"/> Pluri-disciplinaire ; <input type="checkbox"/> Métier |
| RÉGIME : | <input checked="" type="checkbox"/> Formation initiale ; <input type="checkbox"/> Formation continue |
| MODALITÉS : | <input checked="" type="checkbox"/> Présentiel ; <input type="checkbox"/> Distanciel ; <input type="checkbox"/> Hybride |
| RESPONSABLES PEDAGOGIQUES : | Coordonnateur : Alexis PARMENTIER - NORD : <ul style="list-style-type: none"> ▪ L1 : Sabine GARABEDIAN (sabine.garabedian@univ-reunion.fr) ▪ L2 : Alexis PARMENTIER (alexis.parmentier@univ-reunion.fr) ▪ L3 : Daouda DIAKITE (daouda.diakite@univ-reunion.fr) - SUD : <ul style="list-style-type: none"> ▪ L1 : Idriss FONTAINE (idriss.fontaine@univ-reunion.fr) |
| GESTIONNAIRES PEDAGOGIQUES : | - NORD : Pascal PAYET (pascal.payet@univ-reunion.fr) - SUD : Vanessa TURPIN (vanessa-stephanie.turpin@univ-reunion.fr) |

Préambule

Le règlement spécifique des études a pour objectif de compléter le Règlement général des études (RGE) en fixant, pour chacune des formations, les dispositions particulières liées notamment, aux conditions d'admission, à l'inscription pédagogique, à l'organisation des enseignements et aux contrôles des connaissances et des compétences.

1. Dispositions générales

1.1 Les conditions d'admission

| CONDITIONS D'ADMISSION <i>(Dispositions fixées dans le règlement général des études - RGE)</i> | |
|---|---|
| Modalités particulières à préciser le cas échéant <i>(Les conditions d'admission doivent être complétées de façon détaillée en particulier pour les filières sélectives LP/M1. L'ensemble des éléments pris en compte doivent apparaître. Ex : notes prises en compte, formations conseillées, critères qualitatifs, formations spécifiques à suivre pour entrer dans cette formation (ex certification) ...)</i> | <p>L'inscription en licence mention EG 1^{ère} année est de droit pour les étudiants titulaires du baccalauréat français ou d'un diplôme reconnu comme équivalent.</p> <p>La 1^{ère} année d'EG comprend 3 parcours individualisés dont la répartition des étudiants a été réalisée par la commission des vœux à partir des informations sur Parcoursup. Ainsi, les étudiants ayant obtenu la mention « oui » sur Parcoursup sont admis en L1 EG Parcours individualisé 1. Les étudiants ayant reçu la mention « oui si » sur Parcoursup sont répartis entre la L1 EG Parcours individualisé 2 et la L1 EG Parcours individualisé 3. Les étudiants en L1 EG Parcours individualisés 2 sont aussi tenus d'être présents aux différents dispositifs d'accompagnement assurés par la formation à leur égard.</p> <p>Pour les candidats à l'inscription en 1^{ère} année d'EG qui ne seraient pas titulaires d'un baccalauréat ni d'un diplôme reconnu comme équivalent, l'inscription reste possible après validation de la candidature par l'équipe pédagogique de la mention au titre de la validation des acquis.</p> <p>L'inscription en licence mention EG 2^{ème} ou 3^{ème} année est de droit pour tous les étudiants ayant validé l'année antérieure de la même mention, L1 EG pour l'inscription en L2 EG, L2 EG pour l'inscription en L3 EG, que les étudiants aient validé cette année antérieure à l'Université de La Réunion ou qu'ils aient suivi un cursus de même nature dans une autre université française, selon les conditions prévues au présent règlement.</p> <p>Les titulaires d'une première année de Classe Préparatoire aux Grandes Écoles (CPGE) Économique ou Commerciale quelle que soit l'option (Économique, Scientifique ou Technologique) peuvent accéder de plein droit en L2 EG.</p> <p>Les titulaires d'une deuxième année de CPGE Économique ou Commerciale quelle que soit l'option (Économique, Scientifique ou Technologique) peuvent accéder de plein droit en L2 EG ou en L3 EG.</p> <p>Les titulaires d'une première année de CPGE Lettres et Sciences Sociales peuvent accéder de plein droit en L2 EG.</p> <p>Les titulaires d'une deuxième année de CPGE Lettres et Sciences Sociales peuvent accéder de plein droit en L3 EG.</p> <p>Les titulaires d'une première année et/ou d'une deuxième année de CPGE Scientifique - Mathématiques, Physique et Sciences de l'Ingénieur (MPSI), Physique, Chimie et Sciences de l'Ingénieur (PCSI), Physique, Technologie et Sciences de l'Ingénieur (PTSI), Biologie, Chimie, Physique et Sciences de la Terre (BCPST) - peuvent accéder de plein droit en L2 EG.</p> <p>L'inscription en L2 et L3 EG ne sera possible qu'avec l'aval de l'équipe pédagogique de la mention pour les étudiants en provenance d'une licence de même nature délivrée par une université étrangère et sous réserve d'avoir déposé un dossier de validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels.</p> <p>Dans tous les autres cas, les candidats doivent soumettre une demande de</p> |

| | |
|--|---|
| | <p>validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels.</p> <p>En début d'année universitaire, le changement de mention est possible sur acceptation de l'équipe pédagogique de la mention d'accueil et dans les conditions par elle définies, qui doivent garantir au candidat les meilleures chances de réussite eu égard au niveau de compétences acquis, selon ce qu'en appréciera l'équipe pédagogique. Une demande est à adresser au Directeur de l'Unité de Formation et de Recherche (UFR) Droit et économie (DE) avant le 1^{er} septembre de l'année en cours en sus du dépôt d'un dossier de validation des études à la DEPF (voir 1.6 du RGE). L'équipe pédagogique représentée par les responsables pédagogiques et le vice-directeur de l'UFR émettra un avis.</p> |
|--|---|

1.2 L'inscription pédagogique

| INSCRIPTION PEDAGOGIQUE <i>(Les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> | |
|--|---|
| Modalités complémentaires à préciser <i>(Quand ? Où ? Auprès de qui ? Etc.)</i> | <p>Les conditions de scolarité et d'assiduité incluent l'obligation pour chaque étudiant en formation initiale de procéder à son inscription pédagogique, consistant notamment à choisir les UE mineures ainsi que transmettre ses coordonnées. L'inscription pédagogique se fait auprès du service pédagogique de l'UFR, selon le calendrier arrêté par les instances de l'université.</p> |

1.3 Le contrat pédagogique pour la réussite étudiante

| CONTRAT PÉDAGOGIQUE <i>(Le contrat pédagogique pour la réussite étudiante (ConPeRe) est obligatoire pour les étudiants inscrits en licence et en licence professionnelle)</i> | |
|---|--|
| Modalités de suivi du contrat pédagogique et d'accompagnement de l'étudiant au sein de la formation/composante à préciser <i>(Auprès de qui ? Où ? Remédiation ? Etc.)</i> | <p>L'étudiant saisit sa demande de contrat pédagogique sur l'application ConPeRe dès la fin de son inscription pédagogique. Le contrat pédagogique est conclu entre l'étudiant et la direction de l'UFR. Au vu de la trajectoire scolaire antérieure, le contrat définit les compétences que l'étudiant est encouragé à travailler s'il veut s'assurer de meilleures chances de réussite, précise si nécessaire les obligations en découlant et fixe le rythme des rendez-vous qui permettront de faire le point avec son référent quant à leur accomplissement.</p> <p>Le contrat pédagogique signale les problèmes de déficit de maîtrise des savoirs fondamentaux, à charge pour l'étudiant d'y remédier. Des dispositifs d'information et d'accompagnement sont proposés par le département d'Économie-AES :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de parcours individualisés - Accompagnement des étudiants via : <ul style="list-style-type: none"> + les ambassadeurs de la réussite + les tuteurs + les enseignants contractuels « ORE » (Orientation et Réussite des Étudiants) <p>Lors de la pré-rentree, un test de positionnement est proposé aux étudiants de 1^{ière} année. Les absents réaliseront ce test au fil de l'eau jusqu'à la fin du mois de septembre. A l'issue de celui-ci, l'équipe pédagogique proposera une actualisation de la répartition des étudiants entre les différents parcours individualisés avec l'accord de l'étudiant.</p> |

| | |
|--|--|
| Types d'aménagement proposés par la formation (Régime spécifique, autres, ...) | En début d'année, les étudiants inscrits en L1 EG Parcours individualisé 3, parcours organisé sur deux années universitaires, ont la possibilité d'effectuer une demande d'aménagement de leurs études en réalisant leur L1 sur une année, sous réserve des résultats obtenus au test de positionnement et de l'avis du responsable pédagogique. |
|--|--|

1.4 Objectifs de la formation

| OBJECTIFS DE LA FORMATION <i>(Pour la Licence, objectifs à préciser pour chacune des orientations et/ou parcours proposés, les compétences doivent être en conformité avec la fiche RNCP)</i> | |
|---|--|
| <p>Au travers de la Licence EG, le département d'Économie-AES de l'Université de La Réunion propose une offre de formations permettant, au-delà du débouché naturel de continuité d'études en sciences économiques, une parfaite articulation de la licence d'EG avec les licences de comptabilité/gestion de niveau L3 de l'IAE.</p> <p>La licence d'EG a pour principales finalités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'apprendre à raisonner dans un cadre économique national et international à l'aide de modèles identifiés par des données ; - de fournir des bases fondamentales en comptabilité et en gestion afin de permettre aux étudiants qui le souhaitent une poursuite d'études de plein droit dans les licences 3 (L3) proposées par l'IAE. <p>L'université est aussi un lieu de recherches scientifiques et ce volet essentiel transparaît également dans nos formations. Au niveau de la licence, c'est principalement l'intervention d'enseignants-chercheurs ou de chercheurs dans la formation (plus de 75% de l'équipe pédagogique de la formation) qui permet cette articulation. Ces derniers insistent clairement auprès des étudiants sur les liens entre recherche et formation au travers d'une initiation épistémologique et de la mise en évidence de l'intérêt de telle ou telle méthodologie pour définir une approche scientifique des problèmes économiques. Globalement, cette articulation recherche-formation est significative pour la validation de la formation.</p> <p>La prépondérance des enseignants-chercheurs au sein de la licence EG implique mécaniquement une part minoritaire des enseignants issus du monde économique. Ces derniers interviennent essentiellement en tant que chargés de TD. Sur ce point cependant, une exception peut être faite pour le DU Ambition (un dispositif d'excellence déployé aux niveaux L2 et L3). Une découverte du monde professionnel est proposée aux étudiants de Licence au travers de stages. Les compétences acquises en comptabilité, informatique et statistique sont en effet directement mobilisables dans un contexte d'entreprise ou d'administration publique.</p> <p>La mobilité à l'étranger pour un semestre ou deux est également encouragée grâce aux nombreux programmes de mobilité proposés par l'Université de La Réunion. En matière de débouchés professionnels, les étudiants de la licence ont principalement vocation à occuper :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des emplois de cadres dans les PME locales et nationales, - des emplois de commerciaux ou de cadres dans des banques, - des postes dans la fonction publique nationale et territoriale. <p>Il est cependant rappelé aux étudiants que la principale vocation des diplômés de licence est la poursuite d'étude en Master.</p> | |

2. Organisation des enseignements

2.1 Organisation générale

| | |
|---|---|
| Nombre de semestres | Deux par année de Licence soit six sur les trois années. |
| Nombre d'UE | 1 ^{ère} année parcours individualisé 1 et 3 : 24 UE (unités d'enseignement) proposées 1 ^{ère} année parcours individualisé 2 : 22 UE proposées 1 ^{ère} année parcours individualisé 3 (en 2 ans) : 24 UE proposées 1 ^{ère} année parcours LAS : 15 UE proposées 2 ^{ème} année : 26 UE proposées 2 ^{ème} année parcours LAS : 25 UE proposées 3 ^{ème} année : 26 UE proposées |
| Volume horaire étudiant de la formation par année | 1 ^{ère} année : 556h 2 ^{ème} année : 632h 3 ^{ème} année : 610h |

2.2 Composition des enseignements

Se reporter au tableau des Modalités de contrôle des connaissances et des compétences (MCCC) en **Annexe 2**.

| COMMENTAIRES SUR CERTAINS ELEMENTS DU TABLEAU DES MCCC <i>(Si les modalités du mémoire, stage, projets tuteurés, certaines UE etc. nécessitent des précisions)</i> | |
|--|--|
| Organisation de la maquette | Les enseignements proposés en Licence EG sont répartis de la manière suivante : - Les matières fondamentales : dites majeures ; - Les matières d'approfondissement ou de découverte : dites mineures ; - Les matières de pré-professionnalisation : dites transversales. Pour la composition des années avec les UE : voir les maquettes https://ufr-de.univ-reunion.fr/eg |
| MCCC | Voir Annexe 2 . |
| L1 EG | Le parcours individualisé 3 (PI3) de la L1 se déroule sur deux années. Le PI3.1 correspond à la première année du PI3, le PI3.2 correspond à la seconde année du PI3. Les étudiants inscrits dans le PI3 devront valider chaque matière lors du PI3.1. Dans le cas où des matières ne seraient pas validées en PI3.1, c'est-à-dire dont la note est inférieure à 10/20, les rattrapages s'appliqueront automatiquement aux étudiants concernés de chaque année universitaire. Les étudiants en PI3.2, comme tous les autres étudiants, auront également la possibilité de passer aux rattrapages les matières non-validées à la fois en PI3.1 et en PI3.2. De plus, il n'y a pas de redoublement autorisé en PI3.1 et le principe de la compensation ne s'applique pas lors de la 1 ^{ère} année en 2 ans mais uniquement à partir de la 2 ^e année avec l'ensemble des matières de la formation. Si à l'issue des 2 années, l'étudiant n'a pas les ECTS nécessaires pour valider sa 1 ^{ère} année, deux possibilités s'offrent à lui : choisir le statut d'AJAC (Ajourné Autorisé à Continuer) s'il a validé un minimum de 45 crédits ou le redoublement en L1 en 1 an. Au final, dès l'obtention des 60 ECTS, la L1 en 2 ans est validée. |
| Parcours LAS | Le relevé de notes final en LAS prendra en compte la meilleure des notes aux épreuves de spécialités fournies par l'UFR Santé pour le calcul de la moyenne. |
| L2 et L3 EG | Les étudiants inscrits en L2 et L3 EG devront passer des certifications durant l'année universitaire afin d'enrichir leurs compétences. Les notes obtenues à celles-ci seront |

| | |
|---------------|--|
| | <p>intégrées aux notes finales d'une UE à chaque semestre à hauteur d'un pourcentage déterminé par l'équipe pédagogique de la formation.</p> <p>Les étudiants admis en L3 EG sont tenus d'assister aux conférences de présentation des métiers aux semestres 1 et 2 de l'année universitaire. Dans le but de faciliter leur insertion professionnelle, ils devront remettre un travail individuel sur la découverte d'un métier. Celui-ci sera évalué par le responsable pédagogique de la formation et/ou par les coordinateurs de la filière, et intégrera la note finale d'une UE à chaque semestre à hauteur d'un pourcentage déterminé par l'équipe pédagogique.</p> <p>Afin d'améliorer l'expression écrite des étudiants, ils seront amenés à utiliser une plateforme de remédiation en français et la note obtenue sera intégrée à une UE à chaque semestre à hauteur d'un pourcentage déterminé par l'équipe pédagogique.</p> <p>Le tableau en Annexe 1 donne le mode d'intégration des notes de ces dispositifs aux UE.</p> |
| Stages | <p>Pour effectuer un stage, l'étudiant a deux possibilités :</p> <p>(1) Stage intégré dans un cursus de formation à l'issue du stage, une note est intégrée dans une UE présente dans la maquette ;</p> <p>(2) Stage hors cursus de formation effectué à son initiative personnelle. Dans ce cas, aucune évaluation n'est prévue.</p> <p>Pour les stages intégrés dans le cursus de la Licence EG, un mini-rapport relatif au stage sera exigé et évalué par le tuteur universitaire en complément de l'évaluation faite par le tuteur professionnel. Une moyenne simple des deux évaluations sera appliquée afin d'obtenir la note finale qui sera intégrée dans une UE du semestre.</p> |
| UEO | Un étudiant ne peut pas valider deux fois la même UEO pendant ses années de Licence. |

2.3 Assiduité aux enseignements

| ASSIDUITÉS, MODALITÉS ET JUSTIFICATIFS D'ABSENCE <i>En application de l'arrêté du 30 juillet 2019 définissant le cadre national de scolarité et d'assiduité des étudiants inscrits dans une formation relevant du ministère de l'enseignement supérieur, l'ensemble des étudiants doivent être inscrits et assidus aux cours, travaux pratiques ou dirigés et réaliser les stages obligatoires intégrés à la formation.</i> | |
|---|--|
| Aux CM | Obligatoire |
| Aux TD | Obligatoire |
| Aux TP | Pas de TP |
| Dispense d'assiduité (A préciser) | <p>Une dispense de droit est accordée aux étudiants salariés sur demande et sur présentation du contrat de travail (avec un minimum de 20h de travail hebdomadaire). La dispense pourra être également accordée dans d'autres cas (étudiants assumant des responsabilités particulières dans la vie universitaire, la vie étudiante ou associative, étudiants relevant de situations de santé particulières, étudiants chargés de famille, étudiants engagés dans plusieurs cursus, étudiants handicapés, artistes et sportifs de haut niveau) mais après un avis favorable du responsable pédagogique de l'année concernée en accord avec le doyen ou vice-doyen en charge de l'économie. Il est à noter que la dispense de présence aux TDs ne signifie pas la dispense du contenu des TDs. En effet, il n'y aura pas une évaluation différenciée pour les étudiants bénéficiant de dispense d'assiduité.</p> <p>L'étudiant adresse sa demande au Directeur de la composante dans le mois qui suit le début du semestre.</p> |
| Modalités et justificatifs d'absence (A préciser) | Certificat médical ou autre attestation en adéquation avec tout événement de nature grave pour justifier l'absence (deuil familial,...). Ces documents seront à remettre au service de la pédagogie dans les 5 jours suivants le retour de l'étudiant. Si l'étudiant ne remplit pas les |

| | |
|--|--|
| | conditions générales de scolarité et d'assiduité, il est tenu au reversement des sommes indûment perçues (point 2.7 du RGE). |
|--|--|

3. Règles d'acquisition des enseignements

3.1 Validation (UE, blocs de connaissances et de compétences, semestres, année...)

| VALIDATION <i>Règles d'acquisition des UE, blocs de connaissances et de compétences, semestres, année, diplôme (les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> | |
|--|--|
| Éléments constitutifs ou matières le cas échéant | Une matière équivaut à une UE |
| UE | Chaque UE est affectée d'un coefficient. Elle a une valeur définie en crédits européens (ECTS). L'UE est validée lorsque la moyenne obtenue est supérieure ou égale à 10 sur 20. |
| Bloc de connaissances et de compétences | <u>Cf. Annexe 2</u> MCCC pour la correspondance UE/compétences. |
| Semestre | Moyenne du semestre supérieure ou égale à 10/20. L'obtention du semestre emporte l'obtention des 30 ECTS correspondants. |
| Année | Moyenne des semestres supérieure ou égale à 10/20 avec la compensation possible entre les semestres d'une même année de licence. La validation de l'année de licence concernée entraîne celle des 60 ECTS qui s'y attachent. |
| Diplôme | L'obtention du diplôme de la Licence EG délivré par l'UFR DE de l'Université de La Réunion est conditionnée par l'acquisition de 180 ECTS. Validation de chacune des trois années et moyenne des trois années égale ou supérieure à 10. Pour chaque année et pour le diplôme des mentions sont accordées : <ul style="list-style-type: none">- une mention Assez bien si la moyenne est égale ou supérieure à 12- une mention Bien si la moyenne est égale ou supérieure à 14- une mention Très Bien si la moyenne est égale ou supérieure à 16 |

3.2 Compensation

| COMPENSATION <i>(Les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> | |
|---|---|
| Préciser les modalités de compensation si besoin | <p>La compensation est applicable entre UE au sein d'un semestre et entre les deux semestres d'une même année de licence. Dans le cas de la validation d'un semestre, les matières n'ayant pas obtenu la moyenne sont automatiquement acquises, grâce au principe de la compensation, et ne font pas l'objet d'un rattrapage.</p> <p>Les étudiants ayant obtenu 45 ECTS de leur année peuvent cependant, s'ils le souhaitent, s'inscrire dans l'année immédiatement supérieure au titre des Ajournés autorisés à continuer (AJAC), à charge pour eux de valider les matières manquantes pour valider leur année, l'absence d'une telle validation empêchant celle de la licence. Cette disposition ne vaut qu'entre deux années consécutives.</p> |

3.3 Capitalisation

| CAPITALISATION/CONSERVATION (Les éléments indiqués doivent être conformes au RGE) | |
|--|---|
| Préciser les modalités de capitalisation si besoin | <p>Les UE dans lesquelles l'étudiant a obtenu la moyenne ou plus lui sont conservées en cas de redoublement.</p> <p>Tout étudiant inscrit en licence EG qui passe les épreuves de rattrapage se voit garder le bénéfice de la meilleure note, entre celle obtenue à la première session et celle obtenue à la session de rattrapage. La meilleure des deux notes est celle sur laquelle porte la délibération finale.</p> |

4. Examens

4.1 Modalités de convocation et d'accès aux épreuves

| POUR CHAQUE SEMESTRE ET/OU POUR CHAQUE ÉPREUVE, MODALITÉS DE CONVOCATION ET CONDITIONS D'ACCÈS (Les éléments indiqués doivent être conformes au RGE) | |
|---|--|
| A préciser | <p>Les convocations prennent la forme d'un affichage sur le ou les panneaux dédiés à l'information pédagogique des étudiants et d'une notification via l'Environnement numérique de travail (ENT), 15 jours au moins avant la tenue des épreuves d'examen.</p> <p>Tout étudiant qui n'a pas validé son année universitaire en 1^{ère} session est automatiquement convoqué en session de rattrapage.</p> |

4.2 Modalités de contrôle des connaissances et des compétences

| 4.2.1 MODALITÉS D'EXAMENS (Les éléments indiqués doivent être conformes au RGE) | |
|--|---|
| <p>L'acquisition des connaissances et des compétences est évaluée selon les modalités suivantes : (en complément du tableau des MCCC en annexe, préciser l'organisation et les formes variées des évaluations prévues dans la formation, préciser les modalités relatives à la session de rattrapage)</p> | |
| Évaluation terminale : | <p><input type="checkbox"/> Oui ; <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Les détails relatifs à chaque UE figurent dans l'Annexe des MCCC.</p> <p>Le contrôle des connaissances peut se faire sous plusieurs formes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le contrôle terminal (CT) : se traduit par l'obtention d'une seule note à l'issue d'une évaluation ayant lieu après la fin du cours magistral. - Le contrôle continu (CC) : prend la forme de deux notes : l'une pondérée à 50% qui correspond à une épreuve ayant lieu après la fin du cours magistral et l'autre pondérée à 50% correspondant à au moins deux évaluations en TD. - Le contrôle continu 1 (CC1) : est composé de 3 notes. Une 1^{ère} note comptant pour 20% qui correspond à une note de TD. Les modalités de celle-ci sont décidées par l'enseignant de la matière. Une 2^e note comptant pour 40% qui correspond à une évaluation ayant lieu à mi-parcours du cours magistral. Une 3^e note comptant pour 40% qui correspond à une évaluation ayant lieu après la fin du cours magistral. |

| | |
|---|--|
| | <p>- Le contrôle continu 2 (CC2) : est composé de 2 notes. Une note comptant pour 50% ayant lieu à mi-parcours et une autre note comptant pour 50% ayant lieu après la fin du cours magistral.</p> <p>- Le contrôle continu intégral (CCI) : comprend au moins 2 notes. Les modalités et les coefficients de ces évaluations sont décidés par l'enseignant de la matière et un système dit de « seconde chance » est prévu dans le cas où la matière n'est pas validée par l'étudiant. L'enseignant décide alors de la modalité d'évaluation dans ce cas.</p> <p>- Le contrôle terminal unique (CTU) : comprend une seule note à l'issue d'une évaluation ayant lieu après la fin du cours magistral. Les matières relevant de ce format d'évaluation ne sont pas concernées par les examens de session 2.</p> <p>Les matières transversales de la maquette sont évaluées sous forme de CCI ou de CTU et ne font pas l'objet d'un examen en session 2. La note obtenue en session 1 est reportée automatiquement en session 2.</p> <p>Néanmoins, Une session de rattrapage (Session 2) sera proposée aux étudiants n'ayant pas eu l'opportunité d'être évalués lors de la session 1, dans le cadre de la certification en anglais (des quatre compétences linguistiques), comme le prévoit l'arrêté Licence. Il est à noter que l'obtention du diplôme ou la réussite de l'année n'est pas conditionnée par l'obtention de la certification.</p> <p>Toutes les autres matières, à l'exception de quelques matières en CCI, font l'objet d'un examen en session 2 sous la forme d'une épreuve écrite d'une durée d'1 heure. La meilleure des deux notes entre les sessions 1 et 2 est celle qui sera retenue lors de la délibération de la session 2.</p> <p>Aucune note n'est éliminatoire.</p> |
| Matériels autorisés | Pour les examens, seules les calculatrices du niveau collège, non programmables et non connectées, peuvent être autorisées. Les téléphones et les objets connectés (montres, etc.) sont interdits. |
| Évaluation continue avec la possibilité d'un contrôle terminal | <input checked="" type="checkbox"/> Oui ; <input type="checkbox"/> Non A préciser : cf. <u>Annexe des MCCC</u> |
| Évaluation continue intégrale | <input checked="" type="checkbox"/> Oui ; <input type="checkbox"/> Non A préciser : cf. <u>Annexe des MCCC</u> |

4.2.2 ABSENCES AUX EXAMENS

Préciser les modalités de rattrapage en cas d'absence à un examen ou les résultats reportés sur le relevé de notes (ABJ, ABI, DEFAILLANT)

(Les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)

| | |
|---|---|
| Absence aux évaluations continues <i>(modalités à préciser)</i> | <p>L'absence à une épreuve sur table ou le défaut de rendu d'un travail parmi ceux exigés est sanctionnée d'un 0 qui minorera la note moyenne à hauteur du coefficient affecté à l'épreuve concernée dans le calcul de la moyenne.</p> <p>Le chargé de TD, avec l'accord de l'enseignant en charge du cours, peut être amené à tenir compte de la situation particulière d'un étudiant en compensant l'absence à une épreuve de contrôle continu sous forme d'un autre travail. En tout état de cause l'évaluation finale doit être en adéquation avec le niveau de compétence devant être acquis par l'étudiant dans la matière concernée et ne doit pas entraîner de rupture d'égalité avec les étudiants qui ont satisfait aux exigences du contrat pédagogique.</p> |
| Absence aux évaluations terminales | L'absence aux évaluations terminales de première session entraîne un zéro qui pourra être compensé en rattrapage dans les matières concernées. En cas d'absence justifiée, |

| | |
|---|---|
| <p>de session initiale ou de session de rattrapage (<i>modalités à préciser</i>)</p> | <p>la mention ABJ (Absence Justifiée) est portée au relevé de notes mais seul le jury a la possibilité de neutraliser l'épreuve considérée. En cas de non neutralisation, la mention ABJ, tout comme la mention ABI (Absence Injustifiée) correspond à un zéro. L'absence aux épreuves de rattrapage n'est pas compensable.</p> <p>Dans le cas de problèmes particuliers rencontrés par l'étudiant, le jury appelé à délibérer en est informé par le gestionnaire pédagogique et le responsable pédagogique afin d'en tenir compte dans sa délibération. Un contrôle de l'assiduité sera systématiquement effectué sur la présence aux examens : au-delà de deux absences injustifiées, l'étudiant sera considéré comme non-assidu.</p> |
|---|---|

5. Résultats

5.1 Les jurys

| LES JURYS (Les éléments indiqués doivent être conformes au RGE) | |
|---|--|
| Modalités sur la délibération (à préciser) | <p>Le président de l'université désigne par arrêté le président et les membres du jury.</p> <p>Le jury est composé principalement de membres de l'équipe pédagogique de l'année concernée.</p> <p>La composition du jury est déterminée pour l'année universitaire.</p> <p>La validation par le jury du diplôme peut conduire à l'attribution d'une bonification dans la moyenne générale, sur proposition du jury.</p> <p>Le jury est souverain, il n'a pas l'obligation de motiver ses décisions.</p> |
| Changements de parcours individualisés (L1) | <p>A l'issue des délibérations du semestre 1 en 1ère année, le jury procédera à une actualisation de la répartition des étudiants entre les différents parcours individualisés (PI1, PI2, PI3.1, PI3.2) en fonction des résultats obtenus. L'étudiant en sera immédiatement informé et il sera alors dans l'obligation d'accepter le changement de parcours suite à la décision du jury. Il pourra toutefois solliciter un entretien préalable, s'il le souhaite avec les responsables de la L1. Cette décision s'inscrit donc pleinement dans le cadre de la réussite étudiante et du contrat pédagogique de l'étudiant en 1ère année. De plus, certains étudiants concernés pourront bénéficier d'équivalences pour certaines UE du semestre 1 en raison du changement de parcours afin de conserver leurs notes. Ces changements conduiront <i>in fine</i> à une mise à jour de l'inscription pédagogique de l'étudiant au semestre 2 au niveau du secrétariat pédagogique.</p> |
| Service civique (point 2.6 du RGE) | <p>L'étudiant peut bénéficier, au titre de sa formation sanctionnée par un diplôme national ou d'établissement, d'une reconnaissance des connaissances et compétences acquises en ayant exercé un engagement de service civique prévu au II de l'article L. 120-1 du Code du service national.</p> |
| Mobilité | <p>Les étudiants ayant suivi une formation dans un autre établissement au titre d'un programme d'échange international et ayant validé leur contrat d'études bénéficient d'une bonification de 0.5 point à la moyenne générale de chaque semestre attribuée par le jury.</p> |

5.2 Communication des résultats

| COMMUNICATION DES RÉSULTATS (Les éléments indiqués doivent être conformes au RGE) | |
|---|--|
| Modalités à préciser | <p>Les résultats sont affichés sur les panneaux prévus à cet effet dans les locaux de l'UFR DE et mis en ligne sur l'ENT de l'établissement.</p> |

5.3 Le redoublement

| REDOUBLEMENT <i>(Pour la Licence, le redoublement est de droit)</i> | |
|---|---|
| Modalités du redoublement à préciser | Possible pour tous les étudiants dont la moyenne annuelle est inférieure à 10. A l'issue de la L1, le jury oriente l'étudiant qui ne valide pas sa L1 vers l'un des parcours individualisés en tenant compte de ses résultats. Deux possibilités existent alors pour l'étudiant, soit le Parcours individualisé 1, soit le Parcours individualisé 3 (hormis la L1 en 2 ans). |

6. Dispositions diverses

6.1 Dispositions spécifiques à la formation

| | |
|---|---|
| Dispositions pédagogiques particulières (DPP) | A l'issue des résultats de la 1 ^{ière} session, les enseignants sont tenus de mettre en place des DPP relatives à leur matière, avant le début des examens de la session 2, afin de permettre à l'étudiant d'améliorer ses performances lors des rattrapages. |
| Évaluation de la formation et Conseil de perfectionnement de la Licence EG | <p>Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 30 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master, notamment les articles 11 et 15, d'une part, un conseil de perfectionnement de la Licence EG (L1-L2-L3) est établi au sein du département d'Économie-AES ; d'autre part, les étudiants doivent remplir un questionnaire d'évaluation de la formation et des enseignements.</p> <p>Le conseil de perfectionnement de la Licence EG comprend les membres suivants ou leur représentant :</p> <ul style="list-style-type: none">- Au titre des universitaires : le Directeur d'UFR ou son représentant, le Directeur du Département ; le ou les coordonnateur(s) de la filière, le responsable pédagogique de la formation ; des enseignants de la formation.- Au titre des étudiants : les délégués.- Au titre du personnel administratif : le responsable du secrétariat pédagogique de la filière. <p>La liste des personnes concernées n'est pas exhaustive et peut évoluer au fur et à mesure des besoins constatés. Le conseil de perfectionnement de la Licence EG se réunit, en principe, sauf circonstances exceptionnelles, au minimum une fois par année universitaire.</p> |

6.2 Mesures transitoires

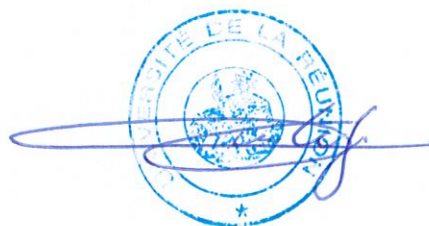
| |
|---|
| A utiliser en cas de changement de maquette <i>(Le cas échéant)</i> |
| |

ANNEXES

Annexe 1 : DISPOSITIFS RÉUSSITE ÉTUDIANTE

| | | | |
|---------------------|---|---------------------------------------|-------------------------------|
| <u>L1 EG</u> | UE AMU (S1) | Passeport documentaire | 10% de la note finale de l'UE |
| <u>L2 EG</u> | UE Projet professionnel étudiant (S3) | Plateforme de remédiation en français | 20% de la note finale de l'UE |
| | UE Insertion professionnelle et techniques de communication (S4) | | |
| | UE SIBD (S4) | PIX | |
| <u>L3 EG</u> | UE Algorithmes et programmation (S5) | PIX | 20% de la note finale de l'UE |
| | UE Économie de La Réunion et UE Droit administratif (S5) | Rencontres des métiers – Allons kosé | 20% de la note finale de l'UE |
| | UE Outils Numériques, Valorisation et Insertion Professionnelle (S6) | | |
| | UE Économie des ressources naturelles et de l'environnement et UE Droit du travail (S6) | Plateforme de remédiation en français | |

Annexe 2 : MCCC <https://ufr-de.univ-reunion.fr/eg>



MASTER Droit des Affaires

RÈGLEMENT SPÉCIFIQUE DES ÉTUDES

Année universitaire 2023-2024

Vu l'avis du conseil de faculté du 23/05/2023

Vu la délibération de la commission de la formation et de la vie universitaire du 20/06/2023

CHAMP :

☐ Sciences Technologie et Santé en Environnement Tropical

☒ Culture, Territoire et Sociétés plurielles dans l'océan Indien

DIPLOME :

NIVEAU(X) :

☒ 1^{ère} année ☒ 2^{ème} année

MENTION :

PARCOURS-TYPE :

☐ (*appellation du parcours-type 1*)

☐ (*appellation du parcours-type 2*)

☐ (*appellation du parcours-type 3*)

☐ (*appellation du parcours-type 4*)

RÉGIME :

☒ formation initiale ; ☒ formation continue

MODALITÉS :

☒ présentiel ; ☐ distanciel ; ☐ hybride ; ☐ alternance

RESPONSABLE(S)

Jean-Baptiste SEUBE
Jean-baptiste.seube@univ-reunion.fr

PEDAGOGIQUE(S) :

Romain LOIR
Romain.loir@univ-reunion.fr

GESTIONNAIRE(S)

Audrey BECQUART

PEDAGOGIQUE(S) :

Audrey.becquart@univ-reunion.fr

Préambule

Le règlement spécifique des études a pour objectif de compléter le règlement général des études (RGE) en fixant, pour chacune des formations, les dispositions particulières liées notamment, aux conditions d'admission, à l'inscription pédagogique, à l'organisation des enseignements et aux contrôles de connaissances et des compétences.

1. Dispositions générales

1.1 Les conditions d'admission

| CONDITIONS D'ADMISSION [dispositions fixées dans le règlement général des études – RGE] <i>(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> | |
|---|--|
| Modalités particulières à préciser le cas échéant <i>(Les conditions d'admission doivent être complétées de façon détaillée pour les filières sélectives LP/MI. L'ensemble des éléments pris en compte doivent apparaître. Ex : notes prises en compte, formations conseillées, critères qualitatifs, formations spécifiques à suivre pour entrer dans cette formation (ex certification) ...)</i> | <p>L'accès au Master 1 est subordonné à une sélection sur dossier et fait éventuellement suite à un entretien. Cette sélection prend en considération un ensemble de critères, parmi lesquels figurent, à titre d'exemples, les résultats universitaires, la motivation, le projet et les expériences du candidat. La sélection tient évidemment compte du nombre de places disponibles.</p> <p>Accès au Master 2</p> <p>Article 1. A l'exception des étudiants de l'établissement soumis à une procédure de recrutement en première année d'une mention du diplôme de master au titre de l'année universitaire précédente pour lesquels l'accès à la deuxième année de la même mention du diplôme de master est de droit, l'admission à la deuxième année du diplôme de master est ouverte aux candidats :</p> <ul style="list-style-type: none">- titulaires d'une première année du diplôme de master pour les formations visées par le décret,- qui peuvent bénéficier de la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur. Dans ce dernier cas le dossier d'admission vaut demande de validation des acquis,- qui ont validé la première année de la même mention de première année du diplôme de master dans un autre établissement d'enseignement supérieur ou au titre d'une année universitaire antérieure à l'année de formation pour laquelle la candidature est formulée. Ces derniers devront déposer un dossier de candidature. <p>Article 2. L'admission en deuxième année du diplôme national de master est prononcée par le président de l'université, après avis d'une commission sur le dossier présenté par le candidat.</p> <p>Les candidats présentant un dossier dans le cadre de la procédure de validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur doivent présenter un dossier selon les mêmes conditions que celles fixées pour l'admission.</p> |

1.2 L'inscription pédagogique

| INSCRIPTION PEDAGOGIQUE (les éléments indiqués doivent être conformes au RGE) | |
|---|--|
| Modalités complémentaires à préciser (<i>Quand? Où? Auprès de qui? Etc.</i>) | L'inscription pédagogique doit être effectuée auprès du bureau des masters au plus tard le 1 ^{er} octobre de l'année en cours |

1.3 Objectifs de la formation

| OBJECTIFS DE LA FORMATION - CONNAISSANCES ET COMPÉTENCES ACQUISES [Les compétences doivent être en conformité avec la fiche nationale RNCP du diplôme] |
|---|
| FORMER DES JURISTES POLYVALENTS EN DROIT DES AFFAIRES |

2. Organisation des enseignements

2.1 Organisation générale

| | |
|--|------------------------|
| Nombre de semestres | 4 |
| Nombre d'UE | 40 |
| Volume horaire étudiant de la formation <u>par année</u> | 596 en M1 347 en M2 |

2.2 Composition des enseignements

Se reporter au tableau de modalités de contrôle des connaissances et des compétences (MCCC) en **annexe 2**

| Commentaires sur certains éléments du tableau des MCCC (si les modalités du mémoire, stage, projets tuteurés, certaines UE etc. nécessitent des précisions) |
|--|
| En Master 1 : Le stage inclus dans la préparation du Master 1 « Droit des Affaires » a une durée d'au moins un mois . Le rapport de stage ou le mémoire est déposé au bureau pédagogique au plus tard le jour de la première épreuve terminale de la session concernée, en un exemplaire papier et un exemplaire numérique. En Master 2 : Le stage inclus dans la préparation du Master 2 « Droit des Affaires » a une durée d'au moins deux mois . Le rapport de stage et le mémoire sont déposés en un exemplaire papier et un exemplaire numérique, au bureau pédagogique à la date indiquée sur le calendrier pédagogique du master. Un exemplaire du rapport de stage devra être remis directement au tuteur professionnel. |

2.3 Assiduité aux enseignements

| ASSIDUITÉS, MODALITÉS ET JUSTIFICATIFS D'ABSENCE | |
|--|---|
| <i>En application de l'arrêté du 30 juillet 2019 définissant le cadre national de scolarité et d'assiduité des étudiants inscrits dans une formation relevant du ministère de l'enseignement supérieur, l'ensemble des étudiants doivent être inscrits et assidus aux cours, travaux pratiques ou dirigés et réaliser les stages obligatoires intégrés à la formation.</i> | |
| Aux CM | Obligatoire |
| Aux TD | Obligatoire |
| Aux TP | |
| Dispense d'assiduité (A préciser) | <p>En M1 la dispense de TD est autorisée sur avis du responsable pédagogique et visée par l'assesseur pédagogique.</p> <p>Les demandes devront être déposées au plus tard le 02 Octobre 2023 pour le semestre 1 et au plus tard le 05 février 2024 pour le second semestre.</p> <p>Sont concernés : les étudiants relevant d'arrêtés spécifiques peuvent demander le bénéfice du régime dérogatoire. Ce régime dérogatoire dispense de la présence obligatoire en travaux dirigés. Cela concerne notamment des étudiants salariés ou assumant des responsabilités particulières dans la vie universitaire, la vie étudiante ou associative, des femmes enceintes, des étudiants chargés de famille, des étudiants engagés dans plusieurs cursus, des étudiants handicapés, des artistes et des sportifs de haut niveau.</p> <p>Dans les matières comportant des travaux dirigés, les étudiants qui choisissent ce régime sont évalués sur la seule note d'examen à l'exclusion de la note de travaux dirigés.</p> <p>En M2 les dispenses d'assiduité ne sont pas autorisées</p> |
| Modalités et justificatifs d'absence (A préciser) | Toute absence doit être justifiée auprès du bureau pédagogique des masters (Certificat médical, convocation...) |

3. Règles d'acquisition des enseignements

3.1 Validation

(UE, blocs de connaissances et de compétences, semestres, année...)

| VALIDATION Règles d'acquisition des UE, blocs de connaissances et de compétences, semestres, année, diplôme <i>(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> | |
|--|---|
| Éléments constitutifs ou matières le cas échéant | |
| UE | Obtention d'une moyenne sur l'UE supérieure ou égale à 10/20. |
| Bloc de connaissances et de compétences | Obtention d'une moyenne supérieure ou égale à 10/20. |
| Semestre | Obtention d'une moyenne supérieure ou égale à 10/20. |
| Année | Obtention d'une moyenne supérieure ou égale à 10/20. |
| Diplôme | Obtention d'une moyenne supérieure ou égale à 10/20. |

3.2 Compensation

| COMPENSATION <i>(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> | |
|---|---|
| Préciser les modalités de compensation si besoin | <p>Principe de la compensation</p> <p>Les unités d'enseignements</p> <p>Chaque UE est affectée d'un coefficient. Elle a une valeur définie en crédits européens de même que chacun de ses éléments constitutifs. L'acquisition de l'UE emporte l'acquisition des crédits européens correspondants.</p> <p>Chaque UE s'obtient, soit en obtenant une moyenne générale supérieure ou égale à 10/20 calculée à partir des notes obtenues dans l'UE concernée affectées des coefficients correspondants, soit en obtenant le semestre concerné dans les conditions précisées au paragraphe suivant.</p> <p>Les semestres</p> <p>Chaque semestre d'enseignement s'obtient, soit en obtenant une moyenne générale supérieure ou égale à 10/20 calculée à partir des notes obtenues dans les différentes UE affectées des coefficients correspondants, soit en obtenant une moyenne supérieure ou égale à 10/20 sur l'ensemble des deux semestres.</p> |

3.3 Capitalisation

| CAPITALISATION/CONSERVATION <i>(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> | |
|--|---|
| Préciser les modalités de capitalisation si besoin | Conformément au Règlement Général des Études chaque enseignement est capitalisable. |

4. Examens

4.1 Modalités de convocation et d'accès aux épreuves

| POUR CHAQUE SEMESTRE ET/OU CHAQUE ÉPREUVE, MODALITÉS DE CONVOCATION ET CONDITIONS D'ACCÈS <i>(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> | |
|--|---|
| A préciser | <p>Les étudiants sont convoqués au minimum 15 jours avant le début des épreuves par voie d'affichage sur les panneaux prévus à cet effet. Ainsi que sur l'emploi du temps en ligne.</p> <p>Les étudiants relevant des programmes d'échanges sont soumis aux mêmes modalités de contrôle des connaissances que les autres étudiants.</p> <p>A titre exceptionnel, après accord du responsable pédagogique, l'enseignant concerné peut mettre en place des modalités d'examens particulières.</p> <p>Certains contrôles des connaissances peuvent être organisés en ayant recours à l'outil informatique.</p> |

4.2 Modalités de contrôle des connaissances et des compétences

| 4.2.1 MODALITÉS D'EXAMENS <i>(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> |
|--|
| <p>L'acquisition des connaissances et des compétences est évaluée selon les modalités suivantes: <i>(en complément du tableau des MCCC en annexe, préciser l'organisation et les formes variées des évaluations prévues dans la formation ainsi que les modalités relatives à la session de rattrapage)</i></p> |

| | |
|--|--|
| Évaluation terminale : | <input checked="" type="checkbox"/> OUI ; <input type="checkbox"/> NON A préciser : Une évaluation terminale peut prendre la forme d'un écrit ou d'un oral, selon ce qui est indiqué dans le tableau des MCCC. |
| Évaluation continue avec la possibilité d'un contrôle terminal | <input checked="" type="checkbox"/> OUI ; <input type="checkbox"/> NON A préciser : Une évaluation peut conjuguer une épreuve terminale (écrite ou orale) et du contrôle continu |
| Évaluation continue intégrale | <input checked="" type="checkbox"/> OUI ; <input type="checkbox"/> NO Si le tableau des MCCC le permet, une évaluation peut avoir lieu exclusivement en contrôle continu |

| 4.2.2 ABSENCES AUX EXAMENS Préciser les modalités de rattrapage en cas d'absence à un examen ou les résultats reportés sur le relevé de notes (ABJ, ABI, DEFAILLANT) <i>(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> | |
|--|---|
| Absence aux évaluations continues <i>(modalités à préciser)</i> | Toute absence doit être justifiée par un certificat médical. Le chargé du cours ou du TD définira les modalités éventuelles de rattrapage. En cas d'absence justifiée, le relevé de notes indique la mention ABJ. En cas d'absence injustifiée le relevé de notes indique la mention ABI. |
| Absence aux évaluations terminales de session initiale ou de session de rattrapage <i>(modalités à préciser)</i> | Toute absence doit être justifiée par un certificat médical. En cas d'absence justifiée le relevé de notes indique la mention ABJ. En cas d'absence injustifiée le relevé de notes indique la mention ABI |

5. Résultats

5.1 Les jurys

| LES JURYS <i>(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> |
|--|
|--|

| | |
|---|--|
| Modalités sur la délibération à préciser | <p>VI.1 . Le président de l'université désigne par arrêté le président et les membres du jury.</p> <p>Le jury est composé principalement de membres de l'équipe pédagogique de l'année concernée.</p> <p>La composition du jury est déterminée pour l'année universitaire.</p> <p>VI.2 Pour chaque année de formation, des mentions sont décernées aux étudiants qui obtiennent l'une des moyennes générales annuelles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - moyenne supérieure ou égale à 10/20 et inférieure à 12/20 : mention passable ; - moyenne supérieure ou égale à 12/20 et inférieure à 14/20 : mention assez bien - moyenne supérieure ou égale à 14/20 et inférieure à 16/20 : mention bien - moyenne supérieure ou égale à 16/20 : mention très bien <p>Le jury peut décider de ne pas décerner de mentions aux étudiants qui auront obtenu ces moyennes à l'issue de la seconde session d'examen.</p> <p>Le jury est souverain, il n'a pas l'obligation de motiver ses décisions.</p> |
|---|--|

5.2 Communication des résultats

| COMMUNICATION DES RÉSULTATS <i>(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> | |
|--|--|
| Modalités à préciser | <p>Les résultats sont communiqués aux étudiants par voie d'affichage sur les panneaux dédiés aux étudiants de master et sur leur Environnement Numérique de Travail.</p> |

5.3 Le redoublement

| REDOUBLEMENT | |
|---|---|
| Modalités du redoublement à préciser | <p>En Master 1 , le redoublement n'est pas de droit. Il suppose la réunion de deux conditions <u>cumulatives</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'obtention d'une moyenne supérieure à 8/20 - L'accord du jury d'examen en Master 1, qui prend en considération un ensemble de critères parmi lesquels figurent, à titre d'exemples : l'assiduité aux cours, TD et examens, les résultats obtenus, la motivation, les expériences et projets du candidat... <p>Pas de redoublement du Master 2.</p> |

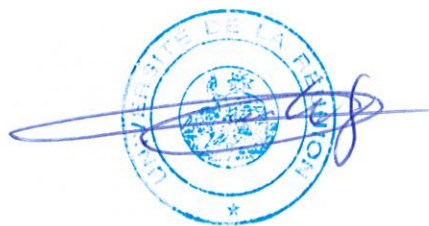
6. Dispositions diverses

6.1 Dispositions spécifiques à la formation

| |
|------------------|
| (le cas échéant) |
| |

6.2 Mesures transitoires

| |
|--|
| (le cas échéant) A utiliser en cas de changement de maquette |
| Pour les M1, Les demandes d'équivalence ou de validation de matière pour l'année universitaire devront parvenir à l'administration au plus tard le 31 octobre. |



MASTER

RÈGLEMENT SPÉCIFIQUE DES ÉTUDES

Année universitaire 2023-2024

Vu l'avis du conseil de faculté du 23/05/2023

Vu la délibération de la commission de la formation et de la vie universitaire du 20/06/2023

CHAMP :

☐ Sciences Technologie et Santé en Environnement Tropical

☒ Culture, Territoire et Sociétés plurielles dans l'océan Indien

DIPLOME :

NIVEAU(X) :

☒ 1^{ère} année ☒ 2^{ème} année

MENTION :

DROIT DU PATRIMOINE

PARCOURS-TYPE :

☒ *parcours Ingénierie du Patrimoine (niveau M2)*

☒ *parcours Droit notarial (niveau M2)*

RÉGIME :

☒ formation initiale ; ☒ formation continue

MODALITÉS :

☒ présentiel ; ☒ distanciel ; ☐ hybride ; ☐ alternance

RESPONSABLE(S)

Anne-Françoise ZATTARA

PEDAGOGIQUE(S) :

anne-francoise.zattara-gros@univ-reunion.fr

Céline KUHN

celine.kuhn@univ-reunion.fr

GESTIONNAIRE(S)

PEDAGOGIQUE(S) :

Stéphanie FONTAINE

stephanie.fontaine@univ-reunion.fr

Préambule

Le règlement spécifique des études a pour objectif de compléter le règlement général des études (RGE) en fixant, pour chacune des formations, les dispositions particulières liées notamment, aux conditions d'admission, à l'inscription pédagogique, à l'organisation des enseignements et aux contrôles de connaissances et des compétences.

1. Dispositions générales

1.1 Les conditions d'admission

| CONDITIONS D'ADMISSION [dispositions fixées dans le règlement général des études – RGE] <i>(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> | |
|--|--|
| Modalités particulières à préciser le cas échéant <i>(Les conditions d'admission doivent être complétées de façon détaillée pour les filières sélectives LP/M1. L'ensemble des éléments pris en compte doivent apparaître. Ex : notes prises en compte, formations conseillées, critères qualitatifs, formations spécifiques à suivre pour entrer dans cette formation (ex certification) ...)</i> | <u>V.le règlement du Master 1 Droit du patrimoine :</u> I.1. Inscription en Master Droit 1ère année L'accès à la première année de Master Droit du patrimoine est : <ul style="list-style-type: none">•conditionné par l'acquisition de 180 crédits répartis sur les six semestres nécessaires à l'obtention de la licence droit•ou subordonné à l'obtention de tout autre titre, diplôme, ou formation d'une institution française ou étrangère reconnu comme équivalent•ou encore subordonné à l'avis favorable donné au dossier de candidature présenté au titre d'une validation des acquis par une commission de validation de l'expérience. Dans tous les cas, l'admission est prononcée par le chef d'établissement dans la limite des capacités d'accueil de ce diplôme sur proposition de la commission d'admission du diplôme concerné après sélection conformément à la réglementation en vigueur. Filière sélective pour être admis à s'inscrire en M1 Droit du patrimoine : les éléments du dossier pris en compte sont l'excellence du cursus universitaire (prise en compte des résultats universitaires dès la première inscription à l'Université), la motivation (cohérence du projet professionnel compte tenu du parcours suivi) et l'expérience professionnelle. <u>V. le règlement du Master 2 Droit du patrimoine :</u> Article 1. L'accès à la deuxième année de Master Droit du patrimoine parcours Ingénierie juridique du Patrimoine est : <ul style="list-style-type: none">•conditionné par l'acquisition de 60 crédits répartis sur les deux semestres nécessaires à l'obtention d'un master 1 relevant du domaine droit, économie, gestion•ou subordonné à l'obtention de tout autre titre, diplôme, ou formation d'une institution française ou étrangère reconnu comme équivalent•ou encore subordonné à l'avis favorable donné au dossier de candidature présenté au titre d'une validation des acquis par une commission de validation de l'expérience. L'accès à la deuxième année de Master Droit du patrimoine parcours Droit Notarial est : <ul style="list-style-type: none">•conditionné par l'acquisition de 60 crédits répartis sur les deux semestres nécessaires à l'obtention d'un master 1 droit•ou subordonné à l'obtention de tout autre titre, diplôme, ou formation d'une institution française ou étrangère reconnu comme équivalent |

•ou encore subordonné à l'avis favorable donné au dossier de candidature présenté au titre d'une validation des acquis par une commission de validation de l'expérience.

Dans tous les cas, l'admission est prononcée par le chef d'établissement dans la limite des capacités d'accueil de chacun des parcours du diplôme.

1.2 L'inscription pédagogique

| INSCRIPTION PEDAGOGIQUE (les éléments indiqués doivent être conformes au RGE) | |
|---|--|
| Modalités complémentaires à préciser <i>(Quand? Où? Auprès de qui? Etc.)</i> | L'inscription pédagogique doit être effectuée auprès du bureau des masters au plus tard le 1 ^{er} octobre de l'année en cours |

1.3 Objectifs de la formation

OBJECTIFS DE LA FORMATION - CONNAISSANCES ET COMPÉTENCES ACQUISES

[Les compétences doivent être en conformité avec la fiche nationale RNCP du diplôme]

Il est destiné à apporter aux étudiants une formation complète, performante et hautement professionnalisante.

□ Une formation performante en conformité avec RNCP34085BC03 (Développement et intégration de savoirs hautement spécialisés) et RNCP34085BC04 (Communication spécialisée pour le transfert de connaissances)

La formation proposée envisage de faire acquérir des connaissances de haut niveau. Des enseignements spécialisés ont été insérés dans la maquette de M1 : « Régimes matrimoniaux », « Successions et Libéralités » ou encore « Droit de la propriété intellectuelle » et dans celle de M2 : « Promotion immobilière », « Techniques de financement des acquisitions », « Techniques contractuelles », « Transmission des biens professionnels » ...

Le Master Droit du patrimoine a pour objectif d'offrir une formation complète dans le domaine du droit du patrimoine afin de permettre aux étudiants d'acquérir les connaissances de haut niveau et de pouvoir ainsi se spécialiser. Les maquettes comprennent des enseignements classiques tels que notamment en M1 « Droit des sûretés » ou « Droit des régimes matrimoniaux », et en M2 « Droit du crédit », « Techniques sociétaires », « Transmission à titre gratuit » « Fiscalité du patrimoine ». Les étudiants abordent également des matières nouvelles aux fins d'ouvrir leur champ d'horizon à des secteurs professionnels d'avenir avec des cours comme en M1 « Droit de la propriété intellectuelle » et en M2 « Droit de l'environnement » et « Droit des espaces ».

□ Une formation hautement professionnalisante en conformité avec RNCP34085BC01(Appui à la transformation en contexte professionnel) et RNCP34085BC02 (Usages avancées et spécialisés des outils numériques)

Les enseignements dispensés dans le cadre du Master Droit du patrimoine essaient d'allier théorie et pratique aux fins de faciliter l'insertion de nos étudiants dans la vie active. Est prévu un module dédié à la professionnalisation comportant des enseignements tels que « Déontologie du juriste » en M1 et « Stratégie et approche client », « Déontologie et réglementation » en M2.

Un stage en entreprise est organisé et donne lieu à la rédaction d'un rapport. Ce stage est optionnel en M1 et devient obligatoire en M2.

2. Organisation des enseignements

2.1 Organisation générale

| | |
|---------------------|---|
| Nombre de semestres | 4 |
| Nombre d'UE | M1 (24) + M2 IJP (24) M1 (24) + M2 DN (26) |

| | |
|---|--------------------------------------|
| Volume horaire étudiant de la formation par année | M1 605h M2 IJP 325h M2 DN 346h |
|---|--------------------------------------|

2.2 Composition des enseignements

Se reporter au tableau de modalités de contrôle des connaissances et des compétences (MCCC) en **annexe 2**

Commentaires sur certains éléments du tableau des MCCC (si les modalités du mémoire, stage, projets tuteurés, certaines UE etc. nécessitent des précisions)

V. le règlement du Master 1 Droit du patrimoine

IV.1.2. Cas particulier des UE 10, 11, 21, 22 et 23

Dans les UE 10, 11, 21 et 22, l'anglais et l'informatique font l'objet d'une note de travaux dirigés. Les modalités d'attribution de cette note sont les mêmes pour tous les étudiants.

Dans l'UE 23, les dispositions suivantes s'appliquent au mémoire ou au stage :

- 1) La production d'un mémoire ou d'un rapport de stage est obligatoire. Elle conditionne l'obtention du diplôme de master 1 et le passage en 2ème année de Master.
- 2) Le mémoire est produit individuellement. Le choix du sujet s'établit sous la responsabilité d'un enseignant-chercheur. Le mémoire fait l'objet d'une notation par un enseignant-chercheur de l'équipe pédagogique de la section concernée.

Il peut consister en la production d'un document écrit en relation avec la participation de l'étudiant à un concours de plaidoiries auquel participerait la faculté sous la direction de membres de l'équipe de formation.

- 3) Le stage en milieu professionnel est d'une durée minimale d'un mois. Dans le cadre du Master Patrimoine, le stage d'un mois correspond à un stage de 30 jours effectifs. Le responsable de la mention valide la nature du stage et le choix du directeur de stage.

- 4) Le rapport de stage ou le mémoire est déposé au secrétariat pédagogique au plus tard le jour de la première épreuve terminale de la session concernée, en un exemplaire papier et un exemplaire numérique envoyé par voie électronique au secrétariat pédagogique gestionnaire des Master de droit.

- 5) La non-production d'un mémoire ou rapport de stage conduit nécessairement l'étudiant à devoir présenter la session de rattrapage.

V. ORGANISATION DES EXAMENS DE LA SESSION DE RATTRAPAGE

extraits concernant la production du mémoire de recherche ou du rapport de stage

(...)

La production du mémoire ou du rapport de stage fait l'objet des dispositions spécifiques suivantes :

- La non-production d'un mémoire ou rapport de stage à la session I oblige l'étudiant à présenter un mémoire ou rapport de stage et à le déposer au secrétariat pédagogique au plus tard le 1er jour de la session de rattrapage. La non remise du mémoire ou du rapport de stage à la date fixée au plus tard le 1er jour de la session de rattrapage entraîne l'attribution de la note de zéro à au mémoire ou rapport de stage.

- Si un mémoire ou rapport de stage a été produit à la session I et que l'UE correspondante n'a pas été validée, l'étudiant présente un nouveau mémoire ou rapport de stage dans les conditions qui précèdent, en vue de l'obtention de cette UE.

V. le règlement du Master 2 Droit du patrimoine

Stage en M2

Le stage inclus dans la préparation du Master 2 Droit du Patrimoine a une durée d'au moins deux mois. Le stage doit être intégralement réalisé avant la date de remise du rapport de stage, date déterminée en application de l'article 7 du présent Règlement. Il doit répondre aux exigences requises dans le cadre des dispositions propres à chaque parcours et prévues ci-après.

Le stage inclus dans la préparation du parcours **Droit Notarial** a une durée d'au moins deux mois dans un office notarial. Peuvent être dispensés de ce stage et non du rapport de stage les étudiants justifiant d'une expérience professionnelle dans le notariat.

Le rapport de recherche et le rapport de stage doivent être remis en trois exemplaires au secrétariat pédagogique de la formation **au plus tard le 15 juin de l'année universitaire en cours. Si le 15 juin n'est pas un jour ouvrable, la remise du rapport de recherche et du rapport de stage s'effectue au plus tard le jour ouvrable suivant de l'année universitaire en cours.**

Ils donneront lieu à soutenance, sauf cas de force majeure, devant un jury. Celle-ci a lieu **au plus tard au 30 juin de l'année universitaire en cours.**

Travaux en M2

Doivent être produits un rapport de recherche (mémoire) d'une cinquantaine de pages et un rapport de stage d'une quarantaine de pages.

La non-production du mémoire et/ou rapport de stage à la date du 15 juin de l'année universitaire en cours oblige l'étudiant à présenter et à soutenir en session de rattrapage un mémoire et/ou rapport de stage et à le déposer au secrétariat pédagogique au plus tard le 1^{er} jour de la session de rattrapage.

La non-production du mémoire et/ou du rapport de stage à la date fixée au plus tard le 1^{er} jour de la session de rattrapage entraîne l'attribution de la note de zéro au mémoire et/ou rapport de stage.

2.3 Assiduité aux enseignements

ASSIDUITÉS, MODALITÉS ET JUSTIFICATIFS D'ABSENCE

En application de l'arrêté du 30 juillet 2019 définissant le cadre national de scolarité et d'assiduité des étudiants inscrits dans une formation relevant du ministère de l'enseignement supérieur, l'ensemble des étudiants doivent être inscrits et assidus aux cours, travaux pratiques ou dirigés et réaliser les stages obligatoires intégrés à la formation.

| | |
|---|---|
| Aux CM | Obligatoire |
| Aux TD | Obligatoire |
| Aux TP | Néant |
| Dispense d'assiduité (A préciser) | <p>OUI</p> <p>En M1 DP : Les étudiants relevant d'arrêtés spécifiques peuvent demander le bénéfice du régime dérogatoire. Ce régime dérogatoire dispense de la présence obligatoire en travaux dirigés. Cela concerne notamment des étudiants salariés ou assumant des responsabilités particulières dans la vie universitaire, la vie étudiante ou associative, des femmes enceintes, des étudiants chargés de famille, des étudiants engagés dans plusieurs cursus, des étudiants handicapés, des artistes et des sportifs de haut niveau.</p> <p>En M2 DP : l'article 2 du Règlement du Master 2 Droit du patrimoine dispose que « La présence aux enseignements est obligatoire, sauf dispense accordée par les Responsables de la formation ». Les absences doivent être justifiées auprès des Responsables de la formation ».</p> |

| | |
|--|--|
| Modalités et justificatifs d'absence <i>(A préciser)</i> | Demandes écrites à formuler auprès des responsables pédagogiques. Documents écrits (contrat de travail, certificat médical, etc.) |
|--|--|

3. Règles d'acquisition des enseignements

3.1 Validation

(UE, blocs de connaissances et de compétences, semestres, année...)

| VALIDATION <u>Règles d'acquisition des UE, blocs de connaissances et de compétences, semestres, année, diplôme</u> <i>(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> | |
|--|---|
| Eléments constitutifs ou matières le cas échéant | |
| UE | Obtention d'une moyenne sur l'UE de 10/20 |
| Bloc de connaissances et de compétences | Obtention d'une moyenne de 10/20 dans les matières concernées |
| Semestre | Obtention d'une moyenne de 10/20 sur le semestre |

| | |
|---------|--|
| Année | Obtention d'une moyenne de 10/20 sur l'année |
| Diplôme | Obtention d'une moyenne de 10/20 |

3.2 Compensation

| COMPENSATION <i>(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> | |
|---|--|
| Préciser les modalités de compensation si besoin | Compensation entre UE et entre les 2 semestres du M1 Compensation entre UE et entre les 2 semestres du M2 |

3.3 Capitalisation

| CAPITALISATION/CONSERVATION <i>(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> |
|--|
|--|

V. le règlement du Master 2 Droit du patrimoine :

Art. 9 : Les étudiants en *régime long* des études doivent durant la première année :

- - Suivre :

Pour le parcours IJP, les UE 1, 2, 3, 6, 7, 11, 12, 15, 16, 17, 20 et 21.

Pour le parcours DN, les UE 1, 2, 3, 7, 8, 12, 13, 17, 18, 21, 22 et 23.

- - Définir le sujet de mémoire et choisir le Directeur de mémoire dans le délai fixé,
- - Produire, au terme de la première année, une note de synthèse détaillée de 10 à 20 pages présentant le sujet de mémoire, une proposition de plan détaillée, la bibliographie consultée et l'ébauche du travail de recherche engagé.

Les étudiants en *régime long* des études doivent durant la seconde année :

- - Suivre :

Pour le parcours IJP, les UE 4, 5, 8, 9, 10, 13, 14, 18, 19, 22 et 23.

Pour le parcours DN, les UE 4, 5, 6, 9, 10, 11, 14, 15, 16, 19, 20, 24 et 25.

- - Produire le mémoire et le rapport de stage dans le respect des échéances fixées par le calendrier de l'année universitaire de référence.

Les étudiants en *régime long* des études inscrits en Master 2 Droit du Patrimoine **Parcours Notarial** présentent à titre conservatoire l'ensemble des matières dans les conditions décrites ci-dessus.

Ils ne peuvent valider la deuxième année du Master 2 Droit du Patrimoine que si la moyenne des notes qu'ils ont obtenues dans les matières d'admissibilité est au moins égale à 10 / 20.

Ils conservent en année N + 1, suivant leur inscription dans la formation, les UE acquises en année N de sorte que sont conservées les notes obtenues dans les matières d'admissibilité et d'admission passées en année N.

Préciser les modalités
de capitalisation si
besoin

4. Examens

4.1 Modalités de convocation et d'accès aux épreuves

**POUR CHAQUE SEMESTRE ET/OU CHAQUE ÉPREUVE, MODALITÉS DE
CONVOCATION ET CONDITIONS D'ACCÈS**

(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)

| | |
|------------|---|
| A préciser | <p>Les étudiants sont convoqués au minimum 15 jours avant le début des épreuves par voie d’affichage sur les panneaux prévus à cet effet. Ainsi que sur l’emploi du temps en ligne.</p> <p>Les étudiants relevant des programmes d’échanges sont soumis aux mêmes modalités de contrôle des connaissances que les autres étudiants.</p> <p>A titre exceptionnel, après accord du responsable pédagogique, l’enseignant concerné peut mettre en place des modalités d’examens particulières.</p> <p>Certains contrôles des connaissances peuvent être organisés en ayant recours à l’outil informatique.</p> |
|------------|---|

4.2 Modalités de contrôle des connaissances et des compétences

4.2.1 MODALITÉS D'EXAMENS (les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)

L'acquisition des connaissances et des compétences est évaluée selon les modalités suivantes:
(en complément du tableau des MCCC en annexe, préciser l'organisation et les formes variées des évaluations prévues dans la formation ainsi que les modalités relatives à la session de rattrapage)

| | |
|--|--|
| Évaluation terminale : | <input checked="" type="checkbox"/> OUI ; <input type="checkbox"/> NON A préciser : Une évaluation terminale peut prendre la forme d’un écrit ou d’un oral, selon ce qui est indiqué dans le tableau des MCCC. |
| Évaluation continue avec la possibilité d’un contrôle terminal | <input checked="" type="checkbox"/> OUI ; <input type="checkbox"/> NON A préciser : Si les MCCC le permettent, une évaluation peut conjuguer une épreuve terminale (écrite ou orale) et du contrôle continu. |

| | |
|-------------------------------|--|
| Évaluation continue intégrale | <input checked="" type="checkbox"/> OUI ; <input type="checkbox"/> NON A préciser : Si les MCCC le permettent, une évaluation peut avoir lieu exclusivement en contrôle continu. |
|-------------------------------|--|

| 4.2.2 ABSENCES AUX EXAMENS Préciser les modalités de rattrapage en cas d'absence à un examen ou les résultats reportés sur le relevé de notes (ABJ, ABI, DEFAILLANT) <i>(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> | |
|--|--|
| Absence aux évaluations continues (modalités à préciser) | Toute absence à une évaluation continue doit être justifiée (notamment par un certificat médical) Le chargé du cours définit les modalités du rattrapage, le cas échéant en concertation avec le chargé de TD. |
| Absence aux évaluations terminales de session initiale ou de session de rattrapage (modalités à préciser) | Toute absence à une évaluation terminale doit être justifiée. En cas d'absence justifiée, le relevé de notes indique la mention ABJ. En cas d'absence injustifiée le relevé de notes indique la mention ABI. |

5. Résultats

5.1 Les jurys

| LES JURYS <i>(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> | |
|--|---|
| Modalités sur la délibération à préciser | <p>Le président de l'université désigne par arrêté le président et les membres du jury.</p> <p>Le jury est composé principalement de membres de l'équipe pédagogique de l'année concernée.</p> <p>La composition du jury est déterminée pour l'année universitaire.</p> <p>Le jury est souverain, il n'a pas l'obligation de motiver ses décisions.</p> |

5.2 Communication des résultats

| COMMUNICATION DES RÉSULTATS <i>(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> |
|--|
|--|

| | |
|-----------------------------|----------------------------------|
| Modalités à préciser | A COMPLETER PAR L'ADMINISTRATION |
|-----------------------------|----------------------------------|

5.3 Le redoublement

| REDOUBLEMENT | |
|---|---|
| Modalités du redoublement à préciser | <p><u>V. le règlement du Master 1 Droit du patrimoine :</u></p> <p>VI - REDOUBLEMENT Sont autorisés à redoubler les étudiants justifiant au moins de la moyenne de 8/20 acquise au titre de l'année universitaire concernée.</p> <p><u>V. le règlement du Master 2 Droit du patrimoine :</u></p> <p>Alinéa 2 de l'article 4 : Sont autorisés à redoubler les étudiants justifiant au moins de la moyenne de 8/20 acquise au titre de l'année universitaire concernée.</p> |

6. Dispositions diverses

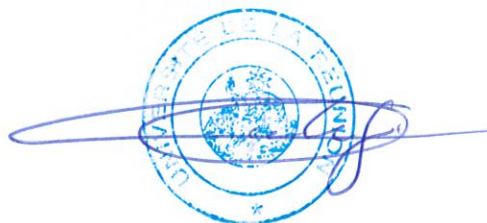
6.1 Dispositions spécifiques à la formation

| (le cas échéant) |
|--|
| Le parcours Droit notarial du Master 2 Droit du patrimoine constitue la première année du Diplôme Supérieur de Notariat. Par conséquent, le contenu des enseignements ainsi que les modalités de leur évaluation sont soumis aux dispositions de l'arrêté du 28 avril 2008. Les MCCC du parcours Droit notarial du Master 2 Droit du patrimoine en respectent les exigences. |

6.2 Mesures transitoires

| (le cas échéant) |
|---|
| A utiliser en cas de changement de maquette |

V. s'il existe à l'échelle de l'établissement des mesures communes dans cette hypothèse



MASTER

RÈGLEMENT SPÉCIFIQUE DES ÉTUDES

Année universitaire 2023-2024

Vu l'avis du conseil de faculté du 23/05/2023

Vu la délibération de la commission de la formation et de la vie universitaire du 20/06/2023

CHAMP : X Droit, Économie, Gestion

DIPLOME : MASTER

NIVEAU(X) : X 1^{ère} année X 2^{ème} année

MENTION : DROIT PUBLIC

PARCOURS-TYPE : Droit public

RÉGIME : X formation initiale ; X formation continue

MODALITÉS : X présentiel ; ☐ distanciel ; ☐ hybride ; X alternance

RESPONSABLE(S) Olivier Desaulnay – Rémi Barrué-Belou

PEDAGOGIQUE(S) : olivier.desaulnay@univ-reunion.fr – remi.barrue-belou@univ-reunion.fr

GESTIONNAIRE(S) Audrey BECQUART

PEDAGOGIQUE(S) : audrey.becquart@univ-reunion.fr

Préambule

Le règlement spécifique des études a pour objectif de compléter le règlement général des études (RGE) en fixant, pour chacune des formations, les dispositions particulières liées notamment, aux conditions d'admission, à l'inscription pédagogique, à l'organisation des enseignements et aux contrôles de connaissances et des compétences.

1. Dispositions générales

1.1 Les conditions d'admission

| CONDITIONS D'ADMISSION [dispositions fixées dans le règlement général des études – RGE] <i>(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> | |
|--|---|
| Modalités particulières à préciser le cas échéant <i>(Les conditions d'admission doivent être complétées de façon détaillée pour les filières sélectives LP/M1. L'ensemble des éléments pris en compte doivent apparaître. Ex : notes prises en compte, formations conseillées, critères qualitatifs, formations spécifiques à suivre pour entrer dans cette formation (ex certification) ...)</i> | <p>Les candidats doivent être titulaires d'une licence : en Droit, en Administration Économique et Sociale ou en Administration Publique.</p> <p>Pour les candidats non titulaires d'une L3 Droit, Administration Économique et Sociale ou Administration Publique, le dossier sera étudié au titre de la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès en Master 1.</p> <p>La commission auditionnera les étudiants titulaires d'une L3 de Droit, d'Administration Économique et Sociale ayant suivi et validé le DU « Ambition ». Pour ces étudiants, l'admission en classe préparatoire est de droit dès lors qu'ils satisfont les prérequis de la validation de leur L3 et du DU Ambition.</p> <p>L'accès en Master est soumis à une procédure de sélection réalisée par une commission de sélection.</p> <p>Dans un premier temps, la liste des candidats à auditionner est arrêtée après examen des dossiers. Dans un deuxième temps, les candidats présélectionnés sont auditionnés.</p> <p>La sélection s'effectue sur la base de critères pédagogiques et au regard de la situation sociale et financière des candidats.</p> <p>De l'inscription dans la 2^{ème} année de la Mention de Master</p> <p><u>En formation continue ou initiale</u> : Pour accéder à l'entrée en 2^{ème} année, l'étudiant doit justifier de l'acquisition des 60 crédits nécessaires à l'obtention de l'année M1 ou de tout autre titre, diplôme, ou formation d'une institution française ou étrangère reconnu comme équivalent par l'équipe pédagogique de la mention.</p> <p><u>En formation continue</u> : L'inscription du candidat est subordonnée à la signature d'un contrat (contrat d'apprentissage ou contrat de formation professionnelle) avec une entreprise ou un organisme public ou privé partenaire ou non de la formation.</p> |

1.2 L'inscription pédagogique

| INSCRIPTION PEDAGOGIQUE <i>(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> | |
|--|---|
| Modalités complémentaires à préciser <i>(Quand? Où? Auprès de qui? Etc.)</i> | <p>L'inscription pédagogique doit être effectuée auprès du bureau des masters au plus tard le 1^{er} octobre de l'année en cours</p> <p>Dispositions spécifiques à la formation continue de 2^{ème} année de Master : extrait du règlement spécifique FC du M2 Droit public</p> <p>(...) Si le contrat est un contrat d'apprentissage, le candidat sera directement inscrit dans la formation par l'administration du CFA-UR une fois le contrat signé entre l'entreprise/l'organisme, l'apprenti et l'Université.</p> <p>Si le contrat est un contrat de formation professionnelle, l'inscription administrative du candidat est subordonnée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit à la réception de la notification de prise en charge du financement et à la signature du contrat de formation professionnelle. L'entrée en formation continue s'effectue dans ce cas sous réserve de la signature d'un contrat de professionnalisation ou d'une convention de formation avec une entreprise. Le candidat sera directement inscrit en formation par l'administration de la DFTLV une fois la convention de formation signée entre l'université et l'entreprise/organisme et après la réception de la notification de financement de l'OPCO. - soit à la signature du contrat de formation professionnelle (individuel payant), ce qui implique la signature d'une convention individuelle entre l'Université et le candidat. Le candidat sera directement inscrit en formation par l'administration de la DFTLV une fois la convention de formation individuelle signée. |

1.3 Objectifs de la formation

OBJECTIFS DE LA FORMATION - CONNAISSANCES ET COMPÉTENCES ACQUISES

[Les compétences doivent être en conformité avec la fiche nationale RNCP du diplôme]

Objectifs de la formation

Le master est un diplôme national de l'enseignement supérieur conférant à son titulaire le grade universitaire de master. Il confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivré.

Le master atteste l'acquisition d'un socle de connaissances et de compétences majoritairement adossées à la recherche dans un champ disciplinaire ou pluridisciplinaire. Le master prépare à la poursuite d'études en doctorat comme à l'insertion professionnelle immédiate après son obtention et est organisé pour favoriser la formation tout au long de la vie. Les parcours de formation en master tiennent compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue.

Le Master Droit public a vocation à préparer les candidats à la réussite aux concours administratifs de catégorie A voir A+, d'avocat, des métiers des carrières judiciaires, à la recherche universitaire et à former les futurs cadres administratifs et financiers des collectivités publiques, établissements et sociétés publics et autres organisations publiques et parapubliques.

Cet objectif implique la maîtrise de la méthodologie juridique ce qui engage, outre un niveau de connaissance important dans les matières juridiques, de maîtriser l'environnement social, politique et économique de ces organisations.

Connaissances et compétences acquises

- Produire et présenter une analyse issue de textes juridiques
- Contrôler une conformité juridique, proposer des ajustements
- Répondre ou concevoir un appel d'offre
- Utiliser ses connaissances pour conseiller et résoudre des situations de litiges
- Rédiger des actes et procédures juridiques
- Réaliser des montages juridiques complexes
- Développer et maintenir des réseaux juridiques et interministériels
- Assurer la gestion administrative d'une structure ou d'un service
- Concevoir et mettre en œuvre des documents d'aide à la décision pour des opérateurs publics nationaux, européens ou internationaux
- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine

- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation
- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère
- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale

2. Organisation des enseignements

2.1 Organisation générale

| | |
|--|--|
| Nombre de semestres | 4 (2 en M1 et 2 en M2) |
| Nombre d'UE | 42 (21 pour le M1, 16 pour le M2 soit 8 par parcours) |
| Volume horaire étudiant de la formation <u>par année</u> | 1195,5 (390 en M1 ; 388,5 en M2 parcours DPA et 357 pour le parcours DAPL) |

2.2 Composition des enseignements

Se reporter au tableau de modalités de contrôle des connaissances et des compétences (MCCC) en annexe 2

Commentaires sur certains éléments du tableau des MCCC (si les modalités du mémoire, stage, projets tuteurés, certaines UE etc. nécessitent des précisions)

Se reporter au tableau de modalités de contrôle des connaissances et des compétences (MCCC) en annexe 2

2.3 Assiduité aux enseignements

ASSIDUITÉS, MODALITÉS ET JUSTIFICATIFS D'ABSENCE

En application de l'arrêté du 30 juillet 2019 définissant le cadre national de scolarité et d'assiduité des étudiants inscrits dans une formation relevant du ministère de l'enseignement supérieur, l'ensemble des étudiants doivent être inscrits et assidus aux cours, travaux pratiques ou dirigés et réaliser les stages obligatoires intégrés à la formation.

| | |
|--------------------------------------|---|
| Aux CM | Obligatoire pour FI et pour FC (alternants) |
| Aux TD | Obligatoire |
| Aux TP | Formation sans TP |
| Dispense d'assiduité (A préciser) | <p>Pour les Master 1 :</p> <p>MODALITÉS POUR LES ETUDIANTS RELEVANT D'ARRETES SPECIFIQUES</p> <p>A la demande d'étudiants relevant d'arrêtés spécifiques (article 10 de l'arrêté du 22 janvier 2014), des modalités dérogatoires au présent règlement sont arrêtées par la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire en accord avec le responsable pédagogique de la mention concernée.</p> <p>Elles sont adaptées au cas particulier de l'étudiant en concertation entre l'étudiant, le responsable pédagogique de la mention concernée et le responsable administratif de la Faculté.</p> |

| | |
|--|---|
| | <p>Le régime dérogatoire accordé aux étudiants dispense de la présence obligatoire en travaux dirigés. Cela concerne notamment des étudiants salariés ou assumant des responsabilités particulières dans la vie universitaire, la vie étudiante ou associative, des femmes enceintes, des étudiants chargés de famille, des étudiants engagés dans plusieurs cursus, des étudiants handicapés, des artistes et des sportifs de haut niveau.</p> <p>Dans les matières comportant des travaux dirigés, les étudiants qui choisissent ce régime sont évalués sur la seule note d'examen à l'exclusion de la note de travaux dirigés.</p> <p>La demande devra parvenir à l'administration au plus tard le 30 septembre pour le premier semestre et au plus tard le 10 février pour le second semestre.</p> <p><u>Pour les Master 2 :</u></p> <p>La présence aux enseignements est obligatoire, sauf dispense accordée par le ou les responsable(s) de la formation.</p> |
| Modalités et justificatifs d'absence (A préciser) | <p><u>Pour le Master 1 :</u> Toute absence doit-être justifiée auprès du bureau des masters (certificat médical, convocation, contrat de travail...)</p> <p><u>Pour le Master 2 :</u> Les absences doivent être justifiées auprès du ou des responsable(s) de la formation. En cas d'absences répétées, le ou les responsable(s) peu(ven)t déclarer l'étudiant défaillant.</p> <p><u>Si l'étudiant est inscrit en formation continue</u>, il lui appartient aussi d'informer impérativement de son absence à une journée ou demi-journée de formation à l'Université : son tuteur professionnel, la Direction des Ressources Humaines ou le Responsable de formation de son entreprise/organisme.</p> <p>L'absence à une journée ou demi-journée de formation est considérée comme justifiée lorsqu'elle a été causée par l'un des motifs suivants : maladie ou incapacité résultant d'un accident ; obligations civiles ou militaires légales ; mariage de l'apprenant ; naissance d'un enfant, décès d'un parent proche ; tout cas de force majeure laissé à l'appréciation du responsable du Master.</p> <p>Quel que soit le motif ayant entraîné une absence considérée comme justifiée, l'apprenant est tenu de transmettre à la gestionnaire de formation de la DFTLV sous 48 heures les pièces justificatives correspondantes : certificat médical/arrêt de travail daté pour la maladie ou une incapacité résultant d'un accident ; convocation pour les obligations civiles ou militaires légales ; actes pour le mariage de l'apprenant, la naissance d'un enfant, le décès d'un parent proche.</p> |

3. Règles d'acquisition des enseignements

3.1 Validation

(UE, blocs de connaissances et de compétences, semestres, année...)

VALIDATION

Règles d'acquisition des UE, blocs de connaissances et de compétences, semestres, année, diplôme
(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)

Master 1

Le contrôle des connaissances fait l'objet de deux sessions d'examens :

- session I, semestre 1 : décembre
- session I, semestre 2 : mai
- session II, semestres 1 et 2 : juin.

Aucune note n'est éliminatoire.

VALIDATION LORS DE LA PREMIERE SESSION

Dans les matières comportant des travaux dirigés

Chaque matière fait l'objet d'une note de travaux dirigés et d'une note d'examen comptant pour 50% chacune de la note totale.

La note de travaux dirigés est le résultat d'au moins deux évaluations. Le nombre, les modalités et les coefficients de ces évaluations sont décidés par l'enseignant chargé du cours magistral.

La présence des étudiants aux séances de travaux dirigés est obligatoire. Toute absence doit être justifiée auprès de l'enseignant en charge de celles-ci.

La note d'examen est attribuée après une évaluation commune à tous les étudiants d'une durée de trois heures.

Dans les matières ne comportant pas de travaux dirigés

Chaque matière donne lieu à une note d'examen.

Cette note est attribuée à l'issue d'une évaluation orale de chaque étudiant ou d'une épreuve écrite dont la durée est libre sans toutefois pouvoir excéder trois heures.

Exceptionnellement, en cas d'impossibilité matérielle d'organiser les oraux dans les délais impartis, d'autres modalités de contrôle des connaissances peuvent être mises en œuvre à la demande de l'enseignant concerné et avec l'accord du Doyen.

Obtention d'une note ≥ 10

VALIDATION LORS DE LA SESSION DE RATTRAPAGE

La session de rattrapage comprend des épreuves de rattrapage correspondant aux matières du premier semestre et aux matières du second semestre.

Cette session de rattrapage est organisée en juin.

Les étudiants doivent composer sur toutes les matières qu'ils n'ont pas validées dans les unités non validées et dans les semestres non validés.

Éléments constitutifs ou
matières le cas échéant

| | |
|----|--|
| | <p>Dans la matière à TD, la validation de la matière requiert une note minimum de 10/20 à la moyenne pondérée des TD et de l'examen terminal.</p> <p>Chaque matière donne lieu à une note d'examen. Les modalités de contrôle des connaissances sont identiques pour la session de rattrapage que pour la première session. Avec l'accord du doyen, les épreuves écrites d'une heure peuvent toutefois être transformées en épreuve orale et les épreuves orales peuvent être transformées en écrit d'une heure.</p> <p>Dans le cadre des matières comportant des travaux dirigés, les notes obtenues à la session de rattrapage se substituent aux seules notes d'examen obtenues en première session. Les notes de travaux dirigés obtenues lors de la première session sont donc maintenues dans le cadre de session de rattrapage.</p> <p>La production du mémoire ou du rapport de stage fait l'objet des dispositions spécifiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La non-production d'un mémoire ou rapport de stage à la session I oblige l'étudiant à présenter un mémoire ou rapport de stage et à le déposer au secrétariat pédagogique au plus tard le 1^{er} jour de la session de rattrapage. La non remise du mémoire ou du rapport de stage à la date fixée au plus tard le 1^{er} jour de la session de rattrapage entraîne l'attribution de la note de zéro à au mémoire ou rapport de stage. - Si un mémoire ou rapport de stage a été produit à la session I et que l'UE correspondante n'a pas été validée, l'étudiant présente un nouveau mémoire ou rapport de stage dans les conditions qui précèdent, en vue de l'obtention de cette UE. <p>Pour préparer la session de rattrapage, des enseignements appropriés intitulés « dispositions pédagogiques particulières » (D.P.P.) sont mis en place après la session 1 du mois de mai sous la responsabilité des enseignants responsables du cours. La présence des étudiants concernés est obligatoire.</p> <p>Master 2</p> <p>Obtention d'une note ≥ 10</p> |
| UE | <p>Master 1</p> <p>Cas particulier des UE 9, 10, 19 et 20</p> <p>Dans les quatre UE, l'anglais et l'informatique font l'objet d'une note de travaux dirigés seulement. Les modalités d'attribution de cette note sont les mêmes pour tous les étudiants.</p> <p>Dans l'UE 21, les dispositions suivantes s'appliquent au mémoire ou au stage :</p> <p>1) Le mémoire est produit individuellement. Le choix du sujet s'établit sous la responsabilité d'un enseignant-chercheur. Le mémoire fait l'objet d'une notation par un enseignant-chercheur de l'équipe pédagogique de la section concernée.</p> |

Il peut consister en la production d'un document écrit en relation avec la participation de l'étudiant à un concours de plaidoiries auquel participerait la faculté sous la direction de membres de l'équipe de formation.

2) Le stage en milieu professionnel est d'une durée minimale d'un mois.

3) Le rapport de stage ou le mémoire est déposé au secrétariat pédagogique au plus tard le jour de la première épreuve terminale de la session concernée, en un exemplaire papier et un exemplaire numérique envoyé par voie électronique au secrétariat pédagogique gestionnaire des Master de droit.

Obtention d'une note ≥ 10

Les notes obtenues à l'occasion de la deuxième session se substituent à celle(s) obtenue(s) à la première session. Sauf cas particulier apprécié par le jury d'examens, aucune mention n'est accordée aux étudiants qui obtiendraient leur diplôme à la seconde session.

Pour le Master 2 :

- Extrait du règlement des examens 2022-2023 pour la formation initiale :

(...)

Article 4- Les UE 1 à 6 de chacun des deux parcours font chacune l'objet d'un contrôle continu semestrialisé organisé sous la responsabilité des enseignants concernés sur des thèmes déterminés en étroite collaboration avec le ou les responsable(s) de la formation.

Ce contrôle continu peut prendre la forme d'une évaluation orale et/ou écrite réalisée lors des séminaires ou postérieurement à ceux-ci dans un délai raisonnable tenant compte notamment de la nature de l'évaluation, de sa difficulté, des objectifs pédagogiques recherchés et des autres évaluations en cours.

Article 5- L'UE 8 de chacun des deux parcours fait l'objet d'une évaluation orale de type « Grand Oral » d'une durée de 30 minutes organisée pendant la période réservée aux examens du second semestre devant un jury composé d'au moins trois membres de l'équipe pédagogique. Le jury est constitué par le ou les responsable(s) de la formation.

Le Grand oral a pour objet d'évaluer la culture juridique du candidat, sa capacité à traiter de manière claire et argumentée d'un sujet de droit public, ainsi que son aptitude au dialogue.

Chaque candidat est invité par le jury à traiter, pendant 15 minutes, d'un sujet transversal de droit public qu'il aura préalablement tiré au sort et préparé pendant une heure. Cet exposé est suivi de questions dans une durée maximale de 15 minutes. Pour les étudiants du parcours DPA, les sujets entrent dans le champ du droit des contrats publics, droit public économique et droit des propriétés publiques. Pour les étudiants du parcours DAPL, les sujets entrent dans le champ

du droit des libertés fondamentales.

Article 6- L'UE 7 des parcours consiste pour les étudiants en formation initiale soit :

- en l'accomplissement d'un stage, donnant lieu à la rédaction d'un rapport de stage, d'une durée minimale de trois mois à temps plein (ou toute combinaison équivalente) accompli, sauf dérogation accordée par le ou les responsable(s) de la formation, au second semestre de l'année universitaire, **ainsi que** de la rédaction d'un mémoire « professionnel » ;
- en l'accomplissement d'un stage, donnant lieu à la rédaction d'un rapport de stage, d'une durée minimale de deux mois à temps plein (ou toute combinaison équivalente) accompli, sauf dérogation accordée par le ou les responsable(s) de la formation, au second semestre de l'année universitaire, **ainsi que** la rédaction d'un mémoire de « recherche ».

Dans la première hypothèse, le mémoire « professionnel » désigne un mémoire portant sur un sujet pratique ou d'actualité en rapport avec le stage accompli. Le sujet du mémoire sera établi en concertation avec le tuteur pédagogique, lequel doit, sauf dérogation accordée par le ou les responsables de la formation, être un enseignant-chercheur titulaire ou stagiaire de la Faculté de droit et d'économie de La Réunion faisant partie de l'équipe pédagogique du Master 2. Le sujet du mémoire doit être déposé au secrétariat pédagogique avant le 31 octobre 2023 et indiquer le nom du tuteur pédagogique.

Dans la seconde hypothèse, le mémoire « recherche » désigne un mémoire portant sur un sujet susceptible d'apprécier les aptitudes de l'étudiant en vue d'une poursuite d'études en doctorat. Le sujet du mémoire sera établi en concertation avec le directeur de mémoire, lequel doit, sauf dérogation accordée par le ou les responsables de la formation, être un enseignant-chercheur titulaire ou stagiaire de la Faculté de droit et d'économie de La Réunion faisant partie de l'équipe pédagogique du Master 2 et habilité à diriger des recherches. Le sujet du mémoire doit être déposé au secrétariat pédagogique avant le 31 octobre 2023 et indiquer le nom du directeur de mémoire.

Dans les deux hypothèses précédentes, le stage est effectué, prioritairement, au sein d'une institution publique, parapublique ou au sein d'un organisme privée chargée d'une mission de service public ou travaillant étroitement avec le secteur public marchand ou non-marchand. Il est approuvé par une convention liant l'Université, la collectivité d'accueil et le stagiaire. Il pourra être accompli en une seule période ou être fractionné.

Quelle que soit l'option choisie par l'étudiant (« professionnelle » ou « recherche »), un rapport synthétique sur l'accomplissement du stage, émanant du tuteur professionnel, doit être remis au secrétariat pédagogique de la formation avant le 14 juin 2024. Le non-respect de ce délai est, sauf dérogation accordée par le ou les responsables de la formation, éliminatoire.

L'inexécution totale (et/ou partielle) du stage par un étudiant non dispensé par le ou les responsable(s) de la formation est éliminatoire.

Peuvent notamment être dispensés de stage "recherche" ou "professionnel" les étudiants participant à un concours de plaidoiries (concours Cassin, Vedel ou autres). Ils seront alors évalués par les responsables de la formation sur la base du mémoire produit dans le cadre du concours. Ces étudiants seront alors tenus de rédiger un mémoire de recherche ou un mémoire professionnel.

Peuvent également être dispensés de stage les étudiants exerçant une activité

professionnelle. Lorsque celle-ci est en lien avec les objectifs de la formation, elle est évaluée afin de permettre à l'étudiant de valider l'unité d'enseignement concernée.

Le ou les responsables de la formation se réservent le droit de refuser un stage ou un sujet de mémoire qui serait trop éloigné des objectifs du Master 2 droit public.

Les mémoires professionnels ou recherche doivent être remis en trois exemplaires au secrétariat pédagogique de la formation avant le 14 juin 2024. Le non-respect de ce délai est, sauf dérogation accordée par le ou les responsables de la formation, éliminatoire.

Le mémoire professionnel ou recherche fait l'objet d'une soutenance publique devant un jury composé d'au moins deux personnes, dont en principe, pour les mémoires « professionnels », le tuteur pédagogique et le tuteur professionnel, et, pour les mémoires de recherche, le directeur de mémoire et un autre enseignant-chercheur.

La note du mémoire « professionnel » constitue 40 % de la note totale de l'unité d'enseignements. La note attribuée par le tuteur de stage au titre du contrôle continu de l'étudiant stagiaire et du rapport de stage constitue 60 % de la note totale de l'unité d'enseignement.

La note du mémoire « recherche » constitue 80 % de la note totale de l'unité d'enseignements. La note attribuée par le tuteur de stage au titre du contrôle continu de l'étudiant stagiaire constitue 20 % de la note totale de l'unité d'enseignement. Dans l'hypothèse où l'étudiant a été dispensé de stage au motif de la réalisation d'un concours de plaidoirie, la note attribuée au titre dudit concours constitue 20 % de la note totale de l'unité d'enseignement.

Article 7- Les étudiants qui, pour un motif grave ou un cas de force majeure, auraient été empêchés de se présenter à une ou des évaluation(s) écrite(s) ou orale(s) peuvent être admis par le ou les responsable(s) de la formation à la (les) repasser sous une forme à déterminer avec le ou les enseignant(s) concerné(s) lors d'une session de substitution organisée dans les deux mois de l'évaluation initiale.

Article 8- L'obtention de la deuxième année du Master Droit public est conditionnée par l'obtention d'une moyenne générale d'au moins 10 / 20 sur l'ensemble des deux semestres.

Article 9- La mention « *assez bien* » est obtenue à partir d'une moyenne générale de 12/20 ; la mention « *bien* » à partir de 14/20 et la mention « *très bien* » à partir de 16/20.

Article 10- Une seconde session d'examens est organisée pour les étudiants inscrits en formation initiale.

Les étudiants qui n'ont pas obtenu la deuxième année de Master « Droit public » à l'issue de la première session sont admis à subir une épreuve orale et/ou écrite de rattrapage dans les UE 1, 2, 3, 5 et 8 des parcours qu'ils n'auraient pas validées, sous réserve de n'avoir pas obtenu la moyenne générale au semestre concerné.

Les épreuves de la session de rattrapage se déroulent fin août 2023, sauf dérogation accordée par le ou les responsable(s) de la formation.

Les notes obtenues à l'occasion de la deuxième session se substituent à celle(s) obtenue(s) à la première session. Sauf cas particulier apprécié par le jury d'examens, aucune mention n'est accordée aux étudiants qui obtiennent leur diplôme à la seconde session.

- Extrait du règlement des examens 2022-2023 pour la formation continue

(...)

Article 4.- Les UE 1 à 6 de chacun des deux parcours font chacune l'objet d'un contrôle continu organisé sous la responsabilité des enseignants concernés sur des thèmes déterminés en étroite collaboration avec le ou les responsable(s) de la formation.

Ce contrôle continu peut prendre la forme d'une évaluation orale et/ou écrite réalisée lors des séminaires ou postérieurement à ceux-ci dans un délai raisonnable tenant compte notamment de la nature de l'évaluation, de sa difficulté, des objectifs pédagogiques recherchés et des autres évaluations en cours.

Article 5- L'UE 8 de chacun des deux parcours fait l'objet d'une évaluation orale de type « Grand Oral » d'une durée de 30 minutes organisée pendant la période réservée aux examens du second semestre devant un jury composé d'au moins trois membres de l'équipe pédagogique. Le jury est constitué par le ou les responsable(s) de la formation.

Le Grand oral a pour objet d'évaluer la culture juridique du candidat, sa capacité à traiter de manière claire et argumentée d'un sujet de droit public, ainsi que son aptitude au dialogue.

Chaque candidat est invité par le jury à traiter, pendant 15 minutes, d'un sujet transversal de droit public qu'il aura préalablement tiré au sort et préparé pendant une heure. Cet exposé est suivi de questions dans une durée maximale de 15 minutes.

Pour les étudiants du parcours DPA, les sujets entrent dans le champ du droit des contrats publics, du droit public économique et du droit des propriétés publiques. Pour les étudiants du parcours DAPL, les sujets entrent dans le champ du droit des libertés fondamentales.

Article 6- L'UE 7 des parcours consiste pour les étudiants inscrits en formation continue en l'exécution d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation tout au long de l'année universitaire, donnant lieu à la rédaction d'un rapport de stage dit rapport d'alternance ainsi qu'à un contrôle continu.

Le rapport d'alternance doit excéder 60 pages (recto et hors annexes et bibliographie) et présenter de manière structurée une ou plusieurs problématiques juridiques et techniques rencontrées au cours de la période d'alternance. Les rapports d'alternance doivent être remis en trois exemplaires au secrétariat pédagogique de la formation avant le 14 juin 2024. Le non-respect de ce délai est, sauf dérogation accordée par le ou les responsables de la formation, éliminatoire. Le rapport d'alternance fait l'objet d'une soutenance publique devant un jury composé d'au moins deux personnes, dont en principe, le tuteur pédagogique et le tuteur professionnel.

L'exécution du contrat en alternance fait l'objet d'un contrôle continu par le tuteur professionnel sur la base du travail et du comportement de l'étudiant, ainsi que d'un rapport synthétique du tuteur professionnel présentant et faisant le bilan du stage effectué. Ce rapport doit être remis au secrétariat pédagogique de la formation avant le 14 juin 2024. Le non-respect de ce délai est, sauf dérogation accordée par le ou les responsables de la formation, éliminatoire.

Une note, établie au regard du rapport de synthèse, est attribuée par le tuteur

| | |
|---|---|
| | <p>professionnel en concertation avec le tuteur pédagogique lors de la soutenance. Elle constitue 80 % de la note totale de l'unité d'enseignement. La note du rapport d'alternance constitue quant à elle 20 % de la note totale de l'unité d'enseignement.</p> <p>Article 7- Les étudiants qui, pour un motif grave ou un cas de force majeure, auraient été empêchés de se présenter à une (des) évaluation(s) écrite(s) ou orale(s) peuvent être admis par le ou les responsable(s) de la formation à la (les) repasser sous une forme à déterminer avec le ou les enseignant(s) concerné(s) lors d'une session de substitution organisée dans les deux mois de l'évaluation initiale.</p> <p>Article 8- L'obtention de la deuxième année du Master « Droit public » est conditionnée par l'obtention d'une moyenne générale d'au moins 10 / 20 sur l'ensemble des deux semestres.</p> <p>Article 9- La mention « <i>assez bien</i> » est obtenue à partir d'une moyenne générale de 12/20 ; la mention « <i>bien</i> » à partir de 14/20 et la mention « <i>très bien</i> » à partir de 16/20.</p> <p>Article 10- Une session unique d'examen est organisée.</p> |
| Bloc de connaissances et de compétences | Obtention d'une moyenne de 10/20 dans les matières concernées |
| Semestre | Obtention d'une note ≥ 10 |
| Année | <p>L'obtention des 120 crédits européens (60 par année) donne lieu à la délivrance d'un diplôme de Master mention Droit.</p> <p>Les crédits européens relatifs aux Unités d'Enseignements Libres (UEL) sont attribués selon les modalités votées par la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire.</p> <p>Obtention d'une note ≥ 10</p> |
| Diplôme | Obtention d'une note ≥ 10 |

3.2 Compensation

| |
|--|
| <p style="text-align: center;">COMPENSATION (les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</p> |
|--|

| | |
|--|--|
| Préciser les modalités de compensation si besoin | <p>Principe de la compensation</p> <p>II.2. Les Matières</p> <p>Les matières se compensent au sein de chaque UE lorsque l'UE comprend plusieurs matières. Les UE se compensent au sein de chaque semestre. Les semestres se compensent au sein d'une même année de formation.</p> <p>Une matière est acquise si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'étudiant a acquis l'UE comprenant cette matière lorsque l'UE comprend plusieurs matières ou - L'étudiant a obtenu une note au moins égale à 10 à cette matière <p>Les matières acquises le sont définitivement.</p> <p>II.3. Les unités d'enseignements</p> <p>II.3.1. Chaque UE est affectée d'un coefficient. Elle a une valeur définie en crédits européens de même que chacun de ses éléments constitutifs. L'acquisition de l'UE emporte l'acquisition des crédits européens correspondants.</p> <p>II.3.2. Chaque UE s'obtient, soit en obtenant une moyenne générale supérieure ou égale à 10/20 calculée à partir des notes obtenues dans l'UE concernée affectées des coefficients correspondants, soit en obtenant le semestre concerné dans les conditions précisées au paragraphe suivant.</p> <p>II.4. Les semestres</p> <p>Chaque semestre d'enseignement s'obtient, soit en obtenant une moyenne générale supérieure ou égale à 10/20 calculée à partir des notes obtenues dans les différentes UE affectées des coefficients correspondants, soit en obtenant une moyenne supérieure ou égale à 10/20 sur l'ensemble des deux semestres.</p> |
|--|--|

3.3 Capitalisation

| CAPITALISATION/CONSERVATION <i>(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> | |
|--|--|
| Préciser les modalités de capitalisation si besoin | Conformément au RGE, chaque enseignement est capitalisable |

4. Examens

4.1 Modalités de convocation et d'accès aux épreuves

| POUR CHAQUE SEMESTRE ET/OU CHAQUE ÉPREUVE, MODALITÉS DE CONVOCATION ET CONDITIONS D'ACCÈS <i>(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> | |
|--|---|
| À préciser | <p>Les étudiants sont convoqués au minimum 15 jours avant le début des épreuves par voie d'affichage sur les panneaux prévus à cet effet. Ainsi que sur l'emploi du temps en ligne.</p> <p>Les étudiants relevant des programmes d'échanges sont soumis aux mêmes modalités de contrôle des connaissances que les autres étudiants.</p> <p>A titre exceptionnel, après accord du responsable pédagogique, l'enseignant concerné peut mettre en place des modalités d'examens particulières.</p> <p>Certains contrôles des connaissances peuvent être organisés en ayant recours à l'outil informatique.</p> |

4.2 Modalités de contrôle des connaissances et des compétences

| 4.2.1 MODALITÉS D'EXAMENS <i>(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> | |
|--|--|
| <p>L'acquisition des connaissances et des compétences est évaluée selon les modalités suivantes: <i>(en complément du tableau des MCCC en annexe, préciser l'organisation et les formes variées des évaluations prévues dans la formation ainsi que les modalités relatives à la session de rattrapage)</i></p> | |
| Évaluation terminale : | <p>X OUI ; <input type="checkbox"/> NON</p> <p>A préciser :</p> <p>En M1 : toutes les matières sauf UE9, UE10, UE19 et UE20</p> <p>En M2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Formation initiale : UE8 (de chaque parcours) |

| | |
|--|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> Formation continue : UE8 (de chaque parcours) |
| Évaluation continue avec la possibilité d'un contrôle terminal | <p>X OUI ; <input type="checkbox"/> NON</p> <p>A préciser :</p> <p>pour le M1 : droit public économique, droit matériel de l'Union européenne, droit des contrats publics et droit de l'environnement</p> <p>Pour le M2 : non</p> |
| Évaluation continue intégrale | <p>X OUI ; <input type="checkbox"/> NON</p> <p>Pour M1: PIX ; Anglais.</p> <p>Pour M2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> En formation initiale : UE1 à UE7 (pour les deux parcours). En formation continue : UE1 à UE7 (pour les deux parcours) |

4.2.2 ABSENCES AUX EXAMENS

Préciser les modalités de rattrapage en cas d'absence à un examen ou les résultats reportés sur le relevé de notes (ABJ, ABI, DEFAILLANT)

(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)

| | |
|---|--|
| Absence aux évaluations continues (modalités à préciser) | <p>Toute absence à une évaluation continue doit être justifiée (notamment par un certificat médical)</p> <p>Le chargé du cours définit les modalités du rattrapage, le cas échéant en concertation avec le chargé de TD</p> <p>En cas d'absence justifiée, le relevé de notes indique la mention ABJ. En cas d'absence injustifiée le relevé de notes indique la mention ABI.</p> <p>Pour le M2 : L'absence justifiée pour un cas grave ou un cas de force majeure peut donner lieu à un rattrapage organisé par l'enseignant concerné en étroite concertation avec le (les) responsable(s) de la formation lors d'une session de substitution organisée dans les 2 mois de l'évaluation initiale.</p> |
| Absence aux évaluations terminales de session initiale ou de session de rattrapage (modalités à préciser) | <p>Pour le M1 :</p> <p>Oral ou écrit de rattrapage décidé par l'équipe pédagogique</p> <p>Toute absence à une évaluation terminale doit être justifiée.</p> <p>En cas d'absence justifiée, le relevé de notes indique la mention ABJ.</p> <p>En cas d'absence injustifiée le relevé de notes indique la mention ABI.</p> <p>Pour le M2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> en formation initiale : un oral est organisé pour l'UE 8 en formation continue : session unique |

En cas d'absence justifiée, le relevé de notes indique la mention ABJ.
En cas d'absence injustifiée le relevé de notes indique la mention ABI.

5. Résultats

5.1 Les jurys

| LES JURYS <i>(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> | |
|--|---|
| Modalités sur la délibération à préciser | <p>VI.1 Le président de l'université désigne par arrêté le président et les membres du jury.</p> <p>Le jury est composé principalement de membres de l'équipe pédagogique de l'année concernée.</p> <p>La composition du jury est déterminée pour l'année universitaire.</p> <p>VI.2 Pour chaque année de formation, des mentions sont décernées aux étudiants qui obtiennent l'une des moyennes générales annuelles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - moyenne supérieure ou égale à 10/20 et inférieure à 12/20 : mention passable ; - moyenne supérieure ou égale à 12/20 et inférieure à 14/20 : mention assez bien - moyenne supérieure ou égale à 14/20 et inférieure à 16/20 : mention bien - moyenne supérieure ou égale à 16/20 : mention très bien <p>Le jury peut décider de ne pas décerner de mentions aux étudiants qui auront obtenu ces moyennes à l'issue de la seconde session d'examen.</p> <p>Le jury est souverain, il n'a pas l'obligation de motiver ses décisions.</p> |

5.2 Communication des résultats

| COMMUNICATION DES RÉSULTATS <i>(les éléments indiqués doivent être conformes au RGE)</i> | |
|--|--|
| Modalités à préciser | <p>Les résultats sont notifiés par voie d'affichage sur le panneau dédié devant le bureau des Masters et d'une notification via l'ENT.</p> |

5.3 Le redoublement

| REDOUBLEMENT | |
|--------------------------------------|--|
| Modalités du redoublement à préciser | Le redoublement est à l'appréciation du jury d'examen pour le master 1 et le Master 2. |

6. Dispositions diverses

6.1 Dispositions spécifiques à la formation

| (le cas échéant) |
|------------------|
| |

6.2 Mesures transitoires

| (le cas échéant) A utiliser en cas de changement de maquette |
|---|
|---|

Les demandes d'équivalence ou de validation de matière pour l'année universitaire devront parvenir à l'administration au plus tard le 31 octobre.

Pour les étudiants admis à redoubler en Master 1 Droit Public pour l'année universitaire 2020-2021, le redoublement se traduit par :

- * des matières validées en 2019-2020 et à nouveau proposées en 2020-2021 : Les notes de 2019-2020 sont reportées sur 2020-2021.
- * des matières non validées en 2019-2020 et à nouveau proposées en 2020-2021 : ces matières sont à suivre et valider cette année.
- * des matières non validées en 2019-2020 et qui ne sont plus proposées cette année : elles disparaissent de la nouvelle année de formation.
- * de nouvelles matières proposées en 2020-2021 mais pour lesquelles des matières équivalentes ont été validées par l'étudiant en 2019-2020. Une analyse du relevé de notes de ce dernier permettra de repérer les éventuelles équivalences. Dans ce cas, la note 2020-2021 sera celle (>10) obtenue en 2019-2020 (report de note).
- * de nouvelles matières proposées en 2020-2021 et n'ayant pas d'équivalence avec les matières validées en 2019-2020 : Ces matières sont à suivre et valider cette année. Ce sont tous les nouveaux cours qui apparaissent dans la maquette présentée en annexe 1.

